

**Assemblée générale**

Distr. générale  
28 avril 2017  
Français  
Original : anglais

**Soixante et onzième session**

Point 149 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations  
de maintien de la paix des Nations Unies****Compte d'appui des opérations de maintien de la paix :  
exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015  
au 30 juin 2016 et projet de budget pour l'exercice allant  
du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018****Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2015/16	336 495 800
Dépenses de 2015/16	335 884 500
Solde inutilisé de 2015/16	611 300
Crédit ouvert pour 2016/17	327 380 300
Montant estimatif des dépenses de 2016/17 <sup>a</sup>	327 380 300
Montant estimatif du solde inutilisé de 2016/17 <sup>a</sup>	0
Projet de budget du Secrétaire général pour 2017/18	339 468 400
Recommandation du Comité consultatif pour 2017/18	327 746 000

<sup>a</sup> Montant estimatif au 28 février 2017 (voir sect. III ci-après).



## Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations. ....	2
I. Introduction. ....	4
II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016. ....	4
III. Données financières actualisées concernant l'exercice en cours. ....	5
IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018. ....	6
A. Considérations d'ordre général. ....	6
B. Total des ressources nécessaires. ....	7
C. Département des opérations de maintien de la paix. ....	12
D. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. ....	18
E. Département de l'appui aux missions. ....	19
F. Département de la gestion. ....	25
G. Bureau des services de contrôle interne. ....	32
H. Administration de la justice. ....	36
I. Bureau de la déontologie. ....	37
J. Bureau des affaires juridiques. ....	38
K. Département de l'information. ....	38
L. Département de la sûreté et de la sécurité. ....	39
M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. ....	41
V. Conclusion et recommandations. ....	44
Documentation. ....	47
 Annexes	
I. Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018. ....	48
II. Suppressions de postes proposées et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018. ....	64
III. Restructuration, transferts, réaffectations et reclassements de postes relevant du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018. ....	66
IV. Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018. .	69
V. Montants effectivement dépensés au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, au 28 février 2017). ....	75

## Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
G(1 <sup>re</sup> C)	Agent des services généraux (1 <sup>re</sup> classe)
G(AC)	Agent des services généraux (Autres classes)
GN	Agent des services généraux recruté sur le plan national
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MANUSOM	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
SM	Service mobile
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

## I. Introduction

1. Les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aboutiraient à réduire de 11 722 400 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/806) (voir sect. IV et V ci-après).

2. Le Comité consultatif a examiné une version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/806) et les rapports connexes, notamment celui qui a été établi par le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui pour l'exercice 2017/18 (A/71/800). On trouvera à la fin du présent rapport la liste des documents examinés et de ceux qui ont été utilisés en guise de référence par le Comité consultatif. Aux fins de son examen des rapports en question, celui-ci a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 27 avril 2017.

3. Les observations et recommandations détaillées que le Comité consultatif a formulées au sujet des constatations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice 2015/16 et des questions concernant les opérations de maintien de la paix en général figurent dans les rapports y relatifs (A/71/845 et A/71/836, respectivement). Dans le présent rapport, le Comité consultatif traite des ressources et des autres points qui intéressent directement le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

## II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016

4. Le Secrétaire général fournit des informations relatives à l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2015/16 dans le rapport qu'il a établi à ce sujet (A/71/726). Un résumé des principales mesures prises par les départements et bureaux concernés est présenté aux paragraphes 5 à 21 du rapport; à la section IV, on trouve la liste des principales activités de formation menées. Enfin, le document A/71/726/Add.1 contient des informations relatives aux produits prévus pour l'ensemble des départements et bureaux qui sont financés à l'aide du compte d'appui ainsi qu'aux produits exécutés.

5. Au paragraphe 3 de son rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui pour l'exercice 2015/16 (A/71/726), le Secrétaire général indique qu'un certain nombre de décisions du Conseil de sécurité ont eu des répercussions importantes sur le mandat de plusieurs opérations de maintien de la paix et précise que les départements et bureaux compétents au Siège à New York ont apporté un appui aux missions concernées pour qu'elles mettent en œuvre ces changements, ainsi qu'à d'autres opérations de maintien de la paix actuellement déployées sur le terrain. Plus particulièrement : a) en République centrafricaine, l'effectif autorisé des militaires, du personnel de police et des agents pénitentiaires pour la MINUSCA a été relevé (résolutions 2212 (2015) et 2264 (2016) du Conseil); b) en Somalie, le Conseil a décidé que l'UNSOA serait renommé Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) et chargé de fournir un appui à l'AMISOM, à la MANUSOM et à l'Armée nationale somalienne lors des opérations menées conjointement avec l'AMISOM, et il a renforcé l'ensemble des mesures de soutien logistique

(résolution 2245 (2015) du Conseil); c) au Soudan du Sud, l'effectif autorisé des agents en tenue de la MINUSS a été relevé, du personnel fourni par des gouvernements a été déployé et le mandat de la Mission a été modifié de telle sorte qu'elle puisse apporter un appui à la mise en œuvre de l'accord de paix (résolution 2252 (2015) du Conseil); d) au Mali, le Conseil a demandé à la MINUSMA d'adopter une démarche plus robuste afin de mener à bien son mandat (résolution 2295 (2016) du Conseil).

6. Pour l'exercice 2015/16, l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix d'un montant brut de 336 495 800 dollars, dont 31 306 700 dollars pour le progiciel de gestion intégré Umoja et 821 500 dollars au titre de la sécurité des systèmes informatiques. Selon le Secrétaire général, les dépenses effectives engagées au cours de l'exercice considéré ont atteint 335 884 500 dollars d'où un solde inutilisé de 611 300 dollars (0,2 %). Le Secrétaire général demande à l'Assemblée de se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé et des autres produits de l'exercice, d'un montant total de 2 238 200 dollars, à savoir le produit des placements (638 900 dollars), les produits divers ou accessoires (64 500 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 534 800 dollars) (voir sect. V ci-après).

7. Les tableaux 1 et 2 du rapport sur l'exécution du budget présentent un récapitulatif de l'exécution du budget par catégorie de dépenses et par département/bureau, respectivement. Le solde inutilisé de 611 300 dollars (montant brut) résulte des éléments suivants : a) la sous-utilisation des crédits affectés aux objets de dépense autres que les postes (2 949 900 dollars, soit 3,3 %), en raison de dépenses inférieures aux prévisions à la rubrique Fournitures, services et matériel divers (2 566 000 dollars, soit 15,7 %) et à la rubrique Consultants (1 686 900 dollars, soit 27,9 %), en partie contrebalancée par un dépassement de crédit au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (1 422 000 dollars, soit 7,8 %); b) un dépassement de crédit au titre des postes (2 342 600 dollars, soit 1,1 %). Une analyse plus détaillée des principaux écarts constatés par rapport aux crédits approuvés pour 2015/16 figure aux paragraphes 22 à 30 du rapport sur l'exécution du budget. À la section IV ci-après, relative au projet de budget pour l'exercice 2017/18, on trouvera les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget, par objet de dépense.

### **III. Données financières actualisées concernant l'exercice en cours**

8. Le Comité consultatif a reçu des informations sur les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice 2016/17. Au 28 février 2017, les dépenses s'élevaient à 223 873 000 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 327 380 300 dollars, pour un crédit ouvert de 327 380 300, d'où l'absence de solde inutilisé. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu la ventilation détaillée des dépenses effectives pour l'exercice en cours, au 28 février 2017, par département/bureau (voir annexe V).

## IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018

### A. Considérations d'ordre général

#### Montant des ressources nécessaires au titre du compte d'appui

9. Les tableaux 1 et 2 du rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui pour l'exercice 2017/18 (A/71/806) donnent un aperçu général des ressources financières et humaines allouées aux diverses composantes du maintien de la paix entre 2011/12 et 2017/2018. Le tableau 1 fait apparaître que les dépenses prévues pour l'exercice 2017/18 au titre du compte d'appui passeront de 309,7 millions de dollars (2016/17) à 312,7 millions de dollars, hors montants à prévoir au titre du progiciel de gestion intégré, de la sécurité des systèmes et des données informatiques ainsi que du dispositif de prestation de services centralisée. Le tableau 2 fait apparaître que le nombre autorisé d'agents en tenue bénéficiant d'un appui devrait être ramené de 139 546 à 139 045 et celui des effectifs civils de 19 964 à 18 569. Il est mentionné au paragraphe 1 du rapport que cette réduction tient principalement au fait que les mandats de l'ONUCI et de la MINUL arrivent à expiration; elle devrait être en partie compensée par le renforcement de la MINUSS et de la MINUSMA en application des résolutions 2327 (2016) et 2295 (2016) du Conseil de sécurité. En application de sa résolution 2284 (2016), le retrait du personnel en uniforme et du personnel civil de l'ONUCI sera effectif au plus tard le 30 avril 2017; en application de sa résolution 2333 (2016), le retrait du personnel en uniforme et du personnel civil de la MINUL sera effectif au plus tard le 30 avril 2018. Le Comité consultatif note que le rapport du Secrétaire général avait déjà été publié lorsque le Conseil a décidé, dans sa résolution 2350 (2017), de clôturer la MINUSTAH le 15 octobre 2017, ce qui se traduira par le retrait complet de la composante militaire et par une réduction du nombre des membres du personnel de police, et de mettre en place une mission chargée de la suite des activités menées en Haïti – la Mission des Nations Unies pour la justice en Haïti (MINUJUSTH). Dans sa résolution 2348 (2017), le Conseil a également décidé de réduire de 3 700 personnes l'effectif maximum autorisé des militaires à la MONUSCO.

10. Le Secrétaire général affirme que, si le nombre des opérations de maintien de la paix diminue en 2017/18, les activités entreprises restent complexes. Il ajoute que la multiplication des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et des parties prenantes se traduit par celle des tâches de coordination et de traitement administratif (A/71/806, par. 4).

11. Le Comité consultatif rappelle avoir déjà noté qu'une augmentation du budget du compte d'appui pour l'exercice 2016/17 était proposée alors que les budgets ne cessaient de diminuer, de même que les niveaux autorisés de personnel en tenue et de personnel civil dans les opérations de maintien de la paix, le BANUS et le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) (A/70/837, par. 11). Il rappelle aussi que, dans ses résolutions 69/308 et 70/287, l'Assemblée générale a insisté sur le fait que le montant inscrit au compte d'appui devait être *grosso modo* proportionnel aux mandats, au nombre, à la taille et à la complexité des opérations de maintien de la paix. Dans sa résolution 69/308, l'Assemblée a ainsi prié de nouveau le Secrétaire général de réexaminer périodiquement le montant du compte d'appui en tenant compte du nombre, de la taille et de la complexité des opérations de maintien de la paix.

12. Le Comité consultatif doute que l'augmentation proposée du budget du compte d'appui soit justifiée par la complexité sous-jacente des opérations de maintien de la paix et par le nombre accru de pays fournisseurs de contingents

et de forces de police. À cet égard, il note que l'Assemblée générale a rappelé que le montant du compte d'appui devait tenir compte du nombre et de la taille des opérations de maintien de la paix. Le retrait du personnel en tenue et de la composante civile de l'ONUCI et de la MINUL étant prévu, les besoins en matière d'appui aux missions de maintien de la paix devraient diminuer au cours de l'exercice 2017/18, ce que le projet de budget du compte d'appui devrait refléter.

13. Le Comité consultatif rappelle aussi que, dans sa résolution 70/287, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, au cours de la deuxième partie de la reprise de sa soixante-douzième session, une étude complète du compte d'appui, en vue de veiller à ce que le montant qui y serait inscrit soit *grosso modo* proportionnel aux mandats, en constante évolution, et au nombre, à la taille et à la complexité des missions de maintien de la paix et permette la mise en œuvre de réformes structurelles. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que le Secrétariat n'avait pas encore débuté l'étude en question et qu'il était donc encore trop tôt pour en déterminer l'incidence. **Compte tenu de l'ampleur de l'étude complète à mener et du délai prescrit pour sa présentation à l'Assemblée générale à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-douzième session, le Comité consultatif note avec préoccupation que le Secrétaire général n'a pas engagé les travaux nécessaires à cet effet. Toutefois, le Comité consultatif ne doute pas que le Secrétaire général s'attachera à présenter à l'Assemblée une étude globale et complète dans les délais fixés. Il est d'avis que les conclusions de cette étude auront une incidence sur le montant des ressources qu'il convient d'inscrire au compte d'appui : tant que cette incidence n'aura pas été évaluée, il est donc approprié de faire preuve de prudence s'agissant de toute proposition d'augmentation du montant du compte d'appui.** Les observations et recommandations du Comité consultatif sur les ressources demandées au titre des postes et des autres objets de dépenses – par département et par bureau – à financer à l'aide du compte d'appui figurent dans les paragraphes pertinents ci-après.

14. À cet égard, le Comité consultatif rappelle aussi que la mise en œuvre d'initiatives de transformation à l'échelle de l'Organisation, telles que la stratégie globale d'appui aux missions et les initiatives s'y rapportant, comme les centres de services partagés et les améliorations en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que la mise en service du progiciel de gestion intégré Umoja, ont créé des possibilités de fournir des services d'appui opérationnel aux missions de façon moins coûteuse, plus efficace et plus souple. Il demeure donc préoccupé de constater que ces initiatives n'ont pas eu d'incidence perceptible sur les niveaux des ressources demandées dans les budgets annuels successifs du compte d'appui, lequel continue d'augmenter, alors même que les budgets et les effectifs des missions de maintien de la paix, qu'il s'agisse du personnel en tenue ou du personnel civil, diminuent (voir aussi A/70/837, par. 18).

## **B. Total des ressources nécessaires**

15. Le projet de budget pour le compte d'appui au titre de l'exercice 2017/18 s'élève à 339 468 000 dollars (montant brut) (progiciel de gestion intégré, sécurité des systèmes et des données informatiques et dispositif de prestation de services centralisée inclus), ce qui représente une augmentation de 12 088 100 dollars (3,7 %) par rapport au crédit ouvert pour 2016/17. Des tableaux ont été communiqués au Comité consultatif, qui présentent le total des ressources nécessaires pour le compte d'appui au titre de 2017/18 ainsi qu'une ventilation par

département/bureau des ressources qui seront imputées au compte d'appui (voir annexe I).

16. Le montant total des dépenses prévues au titre de l'exercice 2017/18 se décompose comme suit :

a) Postes et autres objets de dépense : 312 740 100 dollars, ce qui représente une augmentation de 3 011 700 dollars, soit 1,0 %, par rapport au montant des crédits approuvés pour 2016/17;

b) Progiciel de gestion intégré : 25 038 300 dollars, soit une augmentation de 8 207 900 dollars (48,8 %) par rapport au crédit ouvert pour 2016/17;

c) Sécurité des systèmes et des données informatiques : 821 500 dollars – en application de la résolution 68/247 A de l'Assemblée générale et sur la base de la recommandation formulée par le Comité consultatif dans son rapport sur l'état d'avancement de l'application des recommandations relatives au renforcement de la sécurité des systèmes informatiques du Secrétariat (A/68/7Add.11, par. 23 et 24);

d) Dispositif de prestation de services centralisée : 868 500 dollars – en application de la résolution 71/272 A de l'Assemblée générale.

17. Le Secrétaire général présente une analyse des ressources nécessaires et un récapitulatif des variations enregistrées aux paragraphes 26 à 59 de son rapport. En ce qui concerne les postes, les ressources supplémentaires demandées sont d'un montant de 6 523 400 dollars, soit une augmentation de 2,9 %, ce qui s'explique principalement par : a) l'estimation revue à la hausse des dépenses communes de personnel; b) la révision des coûts salariaux standard; c) la transformation proposée de 11 postes. S'agissant des objets de dépense autres que les postes, la diminution nette de 3 511 700 dollars (4,0 %) s'explique principalement par la révision à la baisse des dépenses prévues à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (à hauteur de 2 401 700 dollars, soit 14,8 %) et à la rubrique Consultants (à hauteur de 1 156 100 dollars, soit 22,7 %); cette diminution est en partie contrebalancée par l'augmentation des ressources demandées à la rubrique Informatique (508 800 dollars, soit 3,4 %) et à la rubrique Installations et infrastructures (421 500 dollars, soit 1,9 %). Le Comité consultatif a reçu des tableaux portant sur l'exercice 2017/18, relatifs aux postes qu'il est proposé de créer ou de supprimer (voir annexe II); à la restructuration, aux transferts, aux réaffectations et aux reclassements de postes proposés (voir annexe III); aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) proposés (voir annexe IV).

#### **Personnel temporaire (autre que pour les réunions)**

18. S'agissant du personnel temporaire (autre que pour les réunions), les ressources demandées s'élèvent à 13 870 800 dollars, ce qui représente une diminution de 2 401 700 dollars, soit 14,8 %, par rapport à l'exercice 2016/17. Au paragraphe 47 de son rapport, le Secrétaire général indique que la diminution des ressources demandées à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) a principalement pour origine : a) l'application de taux de vacance de postes plus élevés que prévu; b) la proposition de transformer 11 emplois de temporaire en postes; c) la proposition de ne pas reconduire 6 emplois de temporaire, qui serait en partie compensée par la création proposée 4 emplois de temporaire, ainsi que par l'estimation revue à la hausse des dépenses communes de personnel et des traitements, notamment en cas de relèvement du coefficient d'ajustement. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu le tableau ci-après, qui présente le ratio emplois de temporaire (autre que pour les réunions)/postes de 2007/08 à 2017/18.

**Ratio emplois de temporaire (autre que pour les réunions) / postes, de 2007/08 à 2017/18**

	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18 (Nombre proposé)
Postes	1 122	1 220	1 245	1 311	1 295	1 294	1 292	1 330	1 347	1 365	1 374
Emplois de temporaire (autres que pour les réunions)	140	130	143	163	162	135	143	128	114	104	92
<b>Effectif total</b>	<b>1 262</b>	<b>1 350</b>	<b>1 388</b>	<b>1 474</b>	<b>1 457</b>	<b>1 429</b>	<b>1 435</b>	<b>1 458</b>	<b>1 461</b>	<b>1 469</b>	<b>1 466</b>
<b>Ratio emplois de temporaire (autres que pour les réunions)/ postes (pourcentage)</b>	<b>11,1</b>	<b>9,6</b>	<b>10,3</b>	<b>11,1</b>	<b>11,1</b>	<b>9,4</b>	<b>10,0</b>	<b>8,8</b>	<b>7,8</b>	<b>7,1</b>	<b>6,3</b>

**Le Comité consultatif observe une tendance, à partir de l'exercice 2013/14, à la diminution du ratio emplois de temporaire (autre que pour les réunions)/postes au titre du compte d'appui et il est d'avis que cette situation est susceptible d'avoir une incidence négative en ce qu'elle rend moins souple la modulation des ressources à inscrire au budget du compte d'appui.**

19. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations quant à l'utilisation faite du personnel temporaire (autre que pour les réunions) appelé à remplacer les fonctionnaires en congé maladie ou maternité durant les exercices 2015/16 et 2016/17. **Le Comité consultatif note qu'un certain nombre de membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions) qui étaient censés remplacer des fonctionnaires en congé ont été utilisés à d'autres fins, par exemple pour effectuer des remplacements en période de pointe ou exercer d'autres fonctions administratives. Le Comité consultatif insiste sur le fait que le personnel temporaire (autre que pour les réunions) engagé pour remplacer des fonctionnaires en congé ne doit être utilisé qu'à cette seule fin.**

**Consultants**

20. À la rubrique Consultants, les dépenses prévues s'élèvent à 3 936 100 dollars, ce qui représente une diminution de 1 156 100 dollars, soit 22,7 %, par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2016/17. Aux paragraphes 60 et 61 et aux tableaux 6 et 7 de son rapport, le Secrétaire général fournit des éléments d'information relatifs aux ressources à prévoir pour les services de consultants et autres ressources connexes entre les exercices 2012/13 et 2017/18, en application de la résolution 60/268 de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général indique que les dépenses prévues pour les consultants ont été examinées selon les critères suivants : a) étude, examen ou rapport demandé par un organe délibérant; b) étude, examen ou rapport recommandé par le BSCI ou le Comité des commissaires aux comptes; c) ressources demandées et produits correspondants liés au cadre de budgétisation axée sur les résultats; d) absence des compétences techniques requises dans le système des Nations Unies. **Le Comité consultatif réaffirme que le recours aux consultants devrait être limité au strict minimum et que l'Organisation doit mobiliser ses propres compétences internes pour les activités de base et les fonctions récurrentes devant être assurées à long terme (A/70/7 par. 116 et IV.125).** Les observations et recommandations du Comité consultatif concernant les ressources demandées à la rubrique Consultants, par département/bureau, figurent aux paragraphes pertinents ci-après.

## Voyages

21. Les ressources demandées pour 2017/18 à la rubrique Voyages s'élèvent à 9 972 700 dollars, ce qui représente une diminution de 180 000 dollars, soit 1,8 %, par rapport au crédit ouvert pour 2016/17. Le Secrétaire général indique que cette diminution tient principalement aux éléments suivants : a) le cycle triennal en cours du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents est parvenu à son terme pendant l'exercice 2016/17; b) les frais de voyage liés à la formation aux normes IPSAS, en partie compensés par les ressources supplémentaires allouées aux titres du Département des opérations de maintien de la paix et de l'examen quadriennal des dépenses de personnel des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police réalisé par le Département de l'appui aux missions. Les ressources supplémentaires destinées au Département des opérations de maintien de la paix, d'un montant de 127 700 dollars, se décomposent comme suit : 71 700 dollars au titre d'un programme d'échange de personnel entre l'Union africaine et l'ONU; 56 000 dollars au titre de la communication menée auprès des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernant les questions de constitution des forces (A/71/806, par. 38 et 49).

**22. Le Comité consultatif encourage le Secrétaire général à se conformer aux dispositions de la résolution 67/254 A de l'Assemblée générale concernant les conditions de voyage en avion et l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance. Le Comité consultatif rappelle également qu'un plus large recours aux services de visioconférence, une application intégrale des règles applicables aux voyages en classe économique pour toutes les activités liées à la formation et au partage des connaissances, l'examen plus approfondi du nombre de personnes devant effectuer un même voyage ainsi que le regroupement de plusieurs voyages en un seul, le cas échéant, permettraient de réaliser de nouveaux gains d'efficacité et de limiter l'augmentation des dépenses liées aux voyages, tout en garantissant l'exécution intégrale des activités prescrites (A/70/837, par. 35).** Le Comité consultatif formule des observations et des recommandations détaillées sur les ressources demandées à la rubrique Voyages, par département/bureau, aux paragraphes pertinents ci-après.

## Paramètres budgétaires

23. Les paramètres budgétaires appliqués en ce qui concerne les postes et les autres objets de dépense pour 2016/17 sont expliqués aux paragraphes 62 à 67 du rapport du Secrétaire général. Les coûts salariaux standard définis pour New York par le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité ont été appliqués pour tous les postes au Siège, et ceux qui ont été définis pour Addis-Abeba, Vienne et Nairobi ont été appliqués pour les postes relevant du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et des bureaux régionaux correspondants du Bureau des services de contrôle interne. En outre, les incidences du nouveau coefficient d'ajustement à New York arrêté par la CFPI – passé de 63,2 à 66,1 à compter de février 2017 – ont été prises en compte. Le Comité consultatif note que le rapport du Secrétaire général ne contient pas d'éléments d'information quant aux modifications apportées au montant des traitements au titre de l'exercice 2017/18 en application des décisions et recommandations formulées par la CFPI au sujet des conditions d'emploi du personnel.

## Taux de vacance

24. Aux paragraphes 64 et 65 de son rapport, le Secrétaire général indique que l'on a tenu compte, dans le calcul des montants à prévoir pour les postes et emplois reconduits, des taux effectifs moyens de vacance de postes enregistrés pour les six

premiers mois de l'exercice 2016/17. Pour les nouveaux postes et emplois, les taux de vacance approuvés pour 2016-17 continueront de s'appliquer. Le Comité consultatif a reçu un tableau qui présente la tendance des taux de vacance pour les postes et les emplois.

**25. S'agissant du taux de vacance pour les postes/emplois réaffectés, le Comité consultatif est d'avis qu'il convient de considérer toute réaffectation qui implique un changement de fonctions comme équivalant à la suppression d'un poste existant et à la création d'un nouveau poste, et donc de la soumettre aux procédures applicables aux nouveaux postes en ce qui concerne notamment l'obligation de justifier intégralement les fonctions qui y sont attachées, les procédures de recrutement et de sélection, et l'application d'un taux de vacance de 50 % durant la première année suivant la création d'un poste.** Le Comité consultatif examine plus avant la question de la réaffectation de postes dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/71/836).

### Coûts standard

26. Le Secrétaire général indique que, par suite du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit des coûts standard appliqués pour les frais généraux du Siège (A/60/682) et de la recommandation formulée par le Comité consultatif (A/66/779), le Secrétariat a revu les coûts standard et appliqué des taux estimatifs pour le calcul des dépenses prévues s'agissant de la location de bureaux, de l'aménagement et de la rénovation, du mobilier, des fournitures de bureau, du matériel et des services de communication, ainsi que du matériel et des services informatiques. Les taux standard sont calculés sur la base de l'évolution des dépenses antérieures et des coûts actuellement observés sur le marché (A/71/806, par. 66). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les taux standard seraient maintenus au même niveau que pour l'exercice 2016/17, comme indiqué au tableau ci-après. **Le Comité consultatif a l'intention de se pencher de nouveau sur cette question dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.**

### Liste des taux standard appliqués dans le budget du compte d'appui pour l'exercice 2017/18

(En dollars des États-Unis)

		Nouveaux emplois		
	Emplois reconduits	Directeur	Administrateur	Agent des services généraux/ autres <sup>a</sup>
Installations et infrastructures				
Location et entretien des locaux	15 900	15 900	15 900	15 900
Modification des locaux pour l'accueil du nouveau personnel		62 900	31 400	21 000
Mobilier destiné au nouveau personnel		10 700	10 300	8 300
Fournitures de bureau	500	500	500	500
Communications				
Acquisition de matériel	—	500	500	500
Services standard en matière de communications	400	400	400	400

	<i>Emplois reconduits</i>	<i>Nouveaux emplois</i>		
		<i>Directeur</i>	<i>Administrateur</i>	<i>Agent des services généraux/ autres<sup>a</sup></i>
<b>Informatique</b>				
Acquisition de matériel	200	800	800	800
Accords de prestation de services conclus avec le Bureau de l'informatique et des communications	1 500	1 500	1 500	1 500

<sup>a</sup> La catégorie « autres » inclut les agents contractuels travaillant pour le Bureau de l'informatique et des communications et pour la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions.

**27. Le Comité consultatif recommande que l'ouverture des crédits demandés pour le compte d'appui au titre de l'exercice 2017/18 soit approuvée, sous réserve des observations et des recommandations qu'il formule aux paragraphes ci-après.**

### **C. Département des opérations de maintien de la paix**

28. Dans le Département des opérations de maintien de la paix, il est proposé de créer 2 postes (2 P-3) et 2 emplois de temporaire (1 P-4 et 1 P-3), de transformer en postes 3 emplois de temporaire [2 P-4 et 1 G(AC)] et de reconduire 4 emplois de temporaire (4 P-4) auxquels s'ajoutent 3 autres emplois de temporaire qui serviraient au remplacement de fonctionnaires en congé. Le Secrétaire général propose également de restructurer la Division de l'Afrique I et la Division de l'Afrique II qui relèvent du Bureau des opérations et de procéder à des transferts de postes. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le tableau d'effectifs du Département des opérations de maintien de la paix sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 29, 31, 32 et 33 ci-après. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

#### **1. Bureau du Secrétaire général adjoint**

*Transformation en postes de 2 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 spécialiste de la résilience des organisations (P-4) et 1 assistant administratif [G(AC)])*

29. Le Secrétaire général indique que les titulaires des deux postes au Bureau du Secrétaire général adjoint continueraient de s'acquitter de fonctions relatives à la gestion de la résilience de l'Organisation, notamment en contribuant à l'harmonisation, à l'intégration, à la normalisation, à la mise en œuvre, à l'évaluation et à l'amélioration constante des plans de préparation et d'intervention des missions en cas de situation d'urgence et des plans de relèvement dans les domaines touchant la gestion des crises, la continuité des opérations, la reprise des activités informatiques après sinistre, la préparation des interventions médicales en cas d'urgence, la sécurité et l'appui au personnel et aux victimes, et en s'associant aux activités de formation. **Compte tenu des observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 au sujet de la création de postes et d'emplois de temporaire et de la transformation de postes pour l'exercice 2017/18 et au vu des moyens dont le Bureau est doté, le Comité consultatif recommande de ne**

**pas approuver la transformation des deux postes de temporaire et de se contenter de les reconduire.**

## **2. Bureau des opérations**

### *Restructuration de la Division de l'Afrique II et transferts connexes*

30. Le Secrétaire général indique que la Division de l'Afrique II se compose de trois équipes opérationnelles intégrées : a) l'équipe pour les Grands Lacs, chargée de la MONUSCO et de la MINUSCA, qui compte 9 postes et 2 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) financés au moyen du compte d'appui et 1 poste inscrit au budget ordinaire; b) l'équipe pour le Mali, chargée de la MINUSMA, qui compte 4 postes financés au moyen du compte d'appui; c) l'équipe pour l'Afrique de l'Ouest, chargée de la MINUL et de l'ONUCI, qui compte 5 postes financés au moyen du compte d'appui et 1 poste inscrit au budget ordinaire. En raison de la fermeture de l'ONUCI et de la MINUL, il est proposé d'englober l'équipe pour le Mali dans une équipe pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et de procéder aux transferts suivants : 1 poste d'administrateur général/chef d'équipe (D-1) et 1 poste de spécialiste des questions politiques (P-3) seraient transférés à une nouvelle équipe pour l'Afrique centrale; 1 poste P-4 serait transféré à l'équipe pour les Grands Lacs; 1 poste d'assistant d'équipe [G(AC)] serait transféré à la Division pour l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe et l'Amérique latine (A/71/806, par. 96 à 98).

31. **Le Comité consultatif note que sous sa forme actuelle l'équipe pour l'Afrique de l'Ouest, qui appuie la MINUL et l'ONUCI, compte cinq postes financés au moyen du compte d'appui. Sachant que l'ONUCI et la MINUL ont fermé leurs portes, le Comité est d'avis qu'il aurait fallu tenir compte du fait que les besoins en matière d'appui avaient diminué, au lieu de tenter de conserver des postes par voie de réaffectation. Il recommande donc de n'autoriser ni le transfert du poste d'administrateur général/chef d'équipe (D-1) à l'équipe pour l'Afrique centrale, ni celui du poste P-4 à l'équipe pour les Grands Lacs, ni celui du poste d'assistant d'équipe [G(AC)] à la Division pour l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe et l'Amérique latine. Il recommande également que ces postes soient supprimés. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence. Le Comité recommande d'approuver le transfert du poste de spécialiste des questions politiques (P-3) à la nouvelle équipe pour l'Afrique centrale.**

## **3. Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité**

*Transformation en poste d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions)  
[1 spécialiste des affaires judiciaires (P-4)]*

*Création d'un poste de spécialiste de la problématique hommes-femmes  
dans la police (P-3)*

*Création d'un emploi de temporaire réservé à un chargé de liaison (police) (1 P-4)*

*Création d'un emploi de temporaire réservé à un spécialiste des questions  
de droit (1 P-3)*

32. Au Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, le Secrétaire général propose de transformer en poste 1 emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 (spécialiste des affaires judiciaires) et de créer 1 poste de spécialiste de la problématique hommes-femmes dans la police (P-3) et 2 emplois de temporaire, l'un pour un chargé de liaison (police) (P-4) et l'autre pour un spécialiste des questions de droit (P-3). Le spécialiste des affaires judiciaires

(P-4) appuierait la MINUSTAH et la MINUSCA, tandis que le spécialiste de la problématique hommes-femmes (P-3) aiderait et conseillerait la Division de la police, les pays fournisseurs de forces de police et les composantes police des opérations de maintien de la paix pour ce qui est de la prise en compte de la problématique hommes-femmes et de l'équilibre des sexes dans les forces de police. Le chargé de liaison (police) (P-4) aiderait à prévenir et à combattre les menaces que représentent les crimes graves et la criminalité organisée, et faciliterait l'exécution des tâches connexes prescrites. Le spécialiste des questions d'état de droit (P-3) faciliterait la constitution des forces pour ce qui est du personnel des services judiciaires et pénitentiaires fourni aux opérations de maintien de la paix par des gouvernements (A/71/806, par. 127 à 129, 139 et 142). **Compte tenu des observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 au sujet de la création de postes et d'emplois de temporaire et de la transformation de postes pour l'exercice 2017/18 et au vu des moyens dont le Bureau est doté, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la transformation en poste de l'emploi de spécialiste des affaires judiciaires (P-4) et de se contenter de le reconduire. Il recommande également de n'approuver ni la création du poste de spécialiste de la problématique hommes-femmes dans la police (P-3), ni celle des emplois de chargé de liaison (police) (P-4) et de spécialiste des questions d'état de droit (P-3). Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

#### 4. Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

*Création d'un poste d'instructeur militaire [en détachement (P-3)]*

33. En ce qui concerne la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation, le Secrétaire général indique que l'instructeur militaire planifierait, coordonnerait, mènerait et évaluerait les activités de formation au maintien de la paix proposées aux États Membres et ferait rapport à ce sujet; il mettrait également au point et diffuserait des modules de formation préalable au déploiement (A/71/806, par. 156). **Compte tenu des observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 au sujet de la création de postes et d'emplois de temporaire et de la transformation de postes pour l'exercice 2017/18 et au vu des moyens dont la Division est dotée, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la création du poste d'instructeur militaire (P-3). Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

#### 5. Objets de dépense autres que les postes

34. Le montant proposé pour les dépenses autres que le coût des postes au Département des opérations de maintien de la paix s'élève à 10 683 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 152 600 dollars (1,4 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés pour les dépenses autres que le coût des postes soient approuvés.**

*Consultants*

35. Le montant des ressources demandées au titre des consultants s'élève à 435 900 dollars, ce qui représente une augmentation de 78 700 dollars (22,0 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Les ressources demandées pour la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation permettraient d'engager des consultants ayant les compétences techniques requises

pour évaluer quatre missions et mener deux évaluations thématiques (140 900 dollars), concevoir et dispenser des formations pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix (28 900 dollars) et du Département de l'appui aux missions (60 200 dollars) ainsi que pour celui des États Membres et des missions (169 900 dollars) et animer les conférences annuelles du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (36 000 dollars). Le Secrétaire général indique que l'augmentation s'explique par la réintégration de crédits d'un montant de 140 900 dollars au titre du financement de services de consultants en évaluation (A/71/806, par. 161 à 164). **En ce qui concerne le montant de 140 900 dollars demandé au titre de consultants en évaluation, le Comité consultatif rappelle qu'il avait recommandé de ne pas approuver une demande analogue présentée par le Secrétaire général pour l'exercice 2016/17, d'un montant de 141 000 dollars, car il avait estimé que le personnel disponible en interne pouvait s'acquitter des activités envisagées. L'Assemblée générale avait donné suite à cette recommandation dans sa résolution 70/287. Le Comité estime également que les moyens d'évaluation disponibles en interne, par exemple au Bureau des services de contrôle interne, permettraient de procéder à des évaluations du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions de façon plus indépendante. Il recommande donc une réduction de 140 900 dollars au titre des consultants.**

#### *Voyages*

36. Le montant des ressources demandées au titre des voyages s'élève à 4 415 800 dollars, soit une augmentation de 127 700 dollars (3,0 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17. Au paragraphe 82 du rapport, le Secrétaire général indique qu'un montant de 71 700 dollars est demandé pour le Bureau du Secrétaire général adjoint dans le cadre d'un programme d'échange de personnel entre le Département de l'appui aux missions et l'Union africaine; le montant demandé permettrait de couvrir les frais de voyage de quatre membres du Département, qui travailleraient dans les locaux de l'Union africaine pendant trois mois chacun. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que deux membres du Département (un spécialiste des finances et du budget des missions et un spécialiste des ressources humaines) étaient déjà présents dans les locaux de l'Union africaine et que les ressources demandées permettraient d'en détacher quatre autres. **Compte tenu du mandat et des capacités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine dans les domaines des finances, du budget et des ressources humaines, le Comité n'est pas convaincu par le fait que des membres du Département s'acquittant de fonctions analogues doivent se rendre auprès de l'Union africaine.**

37. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu des informations détaillées sur les voyages prévus par le Département de l'appui aux missions. **Selon lui, les voyages pourraient être combinés et le nombre de voyageurs pourrait être réduit. Il recommande donc une réduction de 20 % au titre des voyages autres que ceux liés à la formation et de 5 % au titre des voyages entrepris aux fins de la formation.**

#### *Installations et infrastructures*

38. Le Secrétaire général demande un montant de 577 900 dollars au titre des installations et infrastructures, soit une diminution de 114 700 dollars (16,6 %) par rapport au montant alloué en 2016/17. Le montant demandé à ce titre pour le Bureau du Secrétaire général adjoint s'élève à 561 100 dollars, soit une diminution de 135 500 dollars (19,0 %) par rapport au montant alloué en 2016/17. Le Comité

consultatif constate, d'après les renseignements qui lui ont été communiqués, que les dépenses pour l'exercice 2015/16 ont totalisé 46 600 dollars alors que le montant alloué atteignait 656 000 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 609 400 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 98 700 dollars par rapport au montant de 692 600 dollars qui avait été alloué. **Compte tenu de cette tendance, le Comité recommande une réduction d'un montant de 413 000 dollars au titre de la rubrique Installations et infrastructures.**

#### *Communications*

39. Le montant des ressources demandées au titre des communications s'élève à 1 262 700 dollars, ce qui représente une diminution de 1 600 dollars (0,1 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Le montant demandé à ce titre pour le Bureau du Secrétaire général adjoint s'élève à 1 100 200 dollars, soit une diminution de 1 300 dollars (0,1 %) par rapport au montant alloué en 2016/17. Au paragraphe 86 du rapport, le Secrétaire général indique que les ressources serviraient à couvrir les dépenses administrées par le Service administratif pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions pour les services de communications associés à l'utilisation d'appareils mobiles et de téléphones fixes; les abonnements à divers périodiques, ouvrages et revues; la publicité en ligne afin d'inciter des candidats externes à postuler aux emplois proposés. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu par le fait que les ressources demandées au titre des communications, notamment celles devant servir à payer des abonnements à des revues, des ouvrages et des périodiques, soient justifiées et recommande donc qu'elles soient réduites de 10 %.**

#### *Informatique*

40. Un montant de 2 298 500 dollars est demandé au titre de l'informatique, soit une progression de 501 500 dollars (27,9 %) par rapport au montant alloué en 2016/17. Les ressources demandées pour le Bureau du Secrétaire général adjoint s'élèvent à 2 293 800 dollars, soit une augmentation de 496 800 dollars (27,6 %). Au paragraphe 88 du rapport, le Secrétaire général indique que l'augmentation s'explique principalement par le fait qu'en application des normes en vigueur, il faut procéder au remplacement du matériel informatique d'une partie du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (182 400 dollars) et acheter 290 ordinateurs de bureau et des écrans et 14 ordinateurs portables destinés à remplacer du matériel plus ancien qui avait été acheté entre 2001 et 2012. Le Comité consultatif rappelle que lors de l'examen du projet de budget du compte d'appui pour 2016/17, il avait été informé que 458 ordinateurs avaient été remplacés au cours de l'exercice 2012/13, 425 au cours de l'exercice 2013/14, 186 au cours de l'exercice 2014/15 et 218 au cours de l'exercice 2015/16 et qu'il était prévu d'en remplacer 451 au cours de l'exercice 2016/17. Il avait estimé qu'un budget suffisant avait été alloué pour le remplacement des ordinateurs et recommandé de réduire les ressources proposées pour le remplacement des ordinateurs dans les deux départements (A/70/837, par. 62 et 63). Le Comité note qu'il est proposé de remplacer 290 ordinateurs, dont 14 portables, pendant l'exercice 2017/18. **Il continue d'estimer que des ressources suffisantes ont été allouées au remplacement des ordinateurs et recommande donc de réduire de 20 % le montant demandé à la rubrique Informatique.**

*Fournitures, services et matériel divers*

41. Le montant prévu à la rubrique Fournitures, services et matériel divers pour le Département des opérations de maintien de la paix s'élève à 677 600 dollars, soit une augmentation de 144 800 dollars (27,2 %) par rapport au montant alloué pour 2016/17. Les ressources demandées pour la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation s'élèvent à 560 800 dollars, soit une augmentation de 63 100 dollars (12,7 %). Le Comité consultatif constate, d'après les renseignements qui lui ont été communiqués, que les dépenses pour l'exercice 2015/16 ont totalisé 476 900 dollars alors que le montant alloué atteignait 682 600 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 205 700 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 223 800 dollars par rapport au crédit ouvert à cette rubrique (497 700 dollars). **Compte tenu de cette tendance, le Comité recommande une réduction d'un montant de 83 000 dollars à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.**

## 6. Questions diverses

*Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises*

42. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises fournit des analyses de situation aux hauts fonctionnaires de l'ONU et facilite la gestion des crises. Il est dirigé par le Chef du Centre de situation du Département des opérations de maintien de la paix et son personnel provient de différentes entités du système des Nations Unies. Il est indiqué dans le rapport qu'en janvier 2017, le Secrétaire général a décidé que le Centre de gestion des crises relèverait directement du Sous-Secrétaire général à la coordination stratégique, qui fait partie du Cabinet du Secrétaire général, afin d'améliorer et d'intégrer les flux d'information et la coordination de l'appréciation des situations et de la réaction aux crises (A/71/806, par. 70). S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions continueraient de bénéficier des mêmes services dans les domaines de l'appréciation de la situation, de la gestion des crises et de la communication de l'information aux hauts dirigeants. Il a également appris que le Centre établirait un plan détaillé couvrant les différents aspects, y compris les incidences financières, et prendrait en considération les constatations des équipes chargées d'évaluer en interne la réforme dans les domaines de la paix et de la sécurité.

*Département des affaires politiques et Département des opérations de maintien de la paix : regroupement de certaines unités administratives dans un même espace*

43. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que, le 3 janvier 2017, le Secrétaire général avait décidé que les divisions régionales du Département des affaires politiques et du Département des opérations de maintien de la paix, de même que l'équipe d'appui du BANUS, qui est rattachée au Département de l'appui aux missions, seraient regroupées au même endroit. L'objectif était de faciliter la prise de décisions et de réduire les obstacles structurels qui entravaient l'exécution des principales fonctions liées à la paix et à la sécurité. Les divisions régionales se trouveraient les unes à côté des autres et cela n'entraînerait aucune réduction de postes ou d'emplois de temporaire. **Le Comité comprend bien que le fait d'être regroupé au même endroit faciliterait la prise de décisions intégrée et l'exécution des principales fonctions liées à la paix et à la sécurité, mais estime que cela devrait s'accompagner de gains d'efficacité et d'une réduction des ressources, et il engage le Secrétaire général à faire figurer des renseignements**

sur la question dans son prochain rapport. Il l'engage également à envisager de regrouper de la sorte d'autres unités administratives pour améliorer la collaboration entre les départements et les bureaux. Le Comité reprendra l'examen de la question lorsqu'il examinera le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.

#### **D. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine**

44. En ce qui concerne le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Secrétaire général propose de reconduire deux emplois de temporaire (1 P-3 et 1 AL) relatifs au remplacement du personnel en congé de maternité ou de maladie (trois mois-personne pour la catégorie des administrateurs et autant pour celle des agents des services généraux recrutés sur le plan national) (A/71/806, par. 183). **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le tableau d'effectifs du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine.**

45. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 71/270, l'Assemblée générale a approuvé la réorganisation du Bureau et la création de trois postes (1 poste D-1 de chef du Service des partenariats institutionnel et opérationnel, 1 poste D-1 de chef de cabinet et 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national). S'agissant du poste D-1 de chef du Service des partenariats institutionnel et opérationnel, le Comité a été informé que ce poste était actuellement vacant, les opérations de classement y relatives n'ayant pas été achevées. **Le Comité consultatif invite le Secrétaire général à accélérer les opérations de classement de sorte à mener à bonne fin le recrutement du chef du Service des partenariats institutionnel et opérationnel à la classe D-1.**

#### **Objets de dépense autres que les postes**

46. Le montant demandé pour le Bureau au titre des objets de dépense autres que les postes (1 443 200 dollars) fait apparaître une augmentation de 395 200 dollars, soit 37,7 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant demandé au titre des objets de dépense autres que les postes, sous réserve des observations et recommandations énoncées ci-dessous aux paragraphes correspondants.**

#### *Voyages*

47. Le montant demandé au titre des voyages (305 600 dollars) est inchangé par rapport au montant alloué en 2016/17. Au paragraphe 188 de son rapport, le Secrétaire général indique qu'un montant de 103 200 dollars est demandé pour couvrir la participation des membres du personnel à des séances de formation et à des ateliers qui leur permettront de renforcer leurs connaissances et leurs compétences spécialisées dans les domaines de la prévention des conflits, des élections et de la paix et de la sécurité, du dialogue et de la médiation, de l'appui administratif et logistique et de la planification et de la gestion. **Le Comité consultatif estime inutile une partie des stages proposés aux fins de la formation du personnel exerçant ces fonctions au sein du Bureau, ces derniers disposant déjà des compétences requises.** En réponse à ses questions, le Comité a reçu des précisions quant aux voyages prévus. **Il estime qu'une partie des voyages prévus pourraient concerner un nombre moindre de fonctionnaires ou durer moins longtemps. Il recommande donc de réduire de 15 % les ressources demandées au titre des voyages.**

### *Transports terrestres*

48. Le montant demandé au titre des transports terrestres (80 300 dollars) est inchangé par rapport au montant alloué en 2016/17. Au paragraphe 191 de son rapport, le Secrétaire général indique que ce montant couvrirait la réparation et l'entretien des véhicules, les carburants et lubrifiants, les pièces de rechange ainsi que de l'assurance responsabilité civile nécessaire pour un parc de 17 véhicules. Il ressort des informations communiquées au Comité que les dépenses engagées à ce titre pour l'exercice 2015/16, pour lesquelles aucun montant n'avait été alloué à cette catégorie, se chiffraient à 54 800 dollars. Pour l'exercice en cours, au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées se chiffrait à 34 600 dollars alors que les crédits ouverts s'établissent à 80 300 dollars. **Se fondant sur les données d'expérience, le Comité consultatif recommande de réduire de 25 000 dollars le montant demandé au titre des transports terrestres.** En réponse à ses questions, le Comité a été informé que le Bureau entendait redimensionner le parc de véhicules en fonction des besoins opérationnels. **Le Comité attend avec intérêt les conclusions de l'examen des besoins en véhicules du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine.**

### *Communications*

49. Le montant demandé au titre des communications (450 500 dollars) fait apparaître une augmentation de 102 400 dollars, soit 29,4 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. Ce montant inclut une provision de 116 500 dollars pour les services de téléphonie mobile. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que cette provision couvrirait les frais de téléphonie relatifs à 54 usagers (consommation locale de données, appels locaux et internationaux, messagerie vocale et itinérance). **Jugeant excessif le montant demandé au titre des services de téléphonie mobile par rapport au nombre d'usagers, le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % le montant demandé à la rubrique Communications.**

### *Informatique*

50. Le montant demandé au titre de l'informatique (228 200 dollars) fait apparaître une augmentation de 74 800 dollars, soit 48,8 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'une partie de cette augmentation (36 000 dollars) correspond à l'appui informatique centralisé accordé au Bureau, calculé par application des tarifs standard. La Division de l'informatique et des communications, qui relève du Département de l'appui aux missions, facture comme suit, pour chaque ordinateur, les services qu'elle assure pour les missions : 85 dollars pour l'appui à l'infrastructure, 240 dollars pour le développement d'applications et les services d'assistance informatique et 320 dollars pour les autres services d'appui. Par ailleurs, le Bureau de l'informatique et des communications, qui relève du Département de la gestion, facture à 75 dollars par ordinateur l'assistance apportée concernant diverses applications. **Le Comité consultatif estime qu'il faut revoir les tarifs différents demandés par le Département de l'appui aux missions et le Département de la gestion.**

## **E. Département de l'appui aux missions**

51. Pour ce qui est du Département de l'appui aux missions, le Secrétaire général propose de supprimer deux postes G(AC), de créer trois emplois de temporaire de classe P-3 (dont 1 P-3 pour trois mois de travail et 1 P-3 pour six mois) et de

reconduire 21 emplois de temporaire [3 P-4, 13 P-3 et 5 G(AC)]. De plus, il propose de créer une section de l'environnement au moyen du transfert de quatre postes, et de réorganiser la Division du soutien logistique au moyen de transferts et de réaffectations de postes. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant les effectifs du Département de l'appui aux missions, sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 54, 55, 57, 59, 60 et 65 ci-dessous, et d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

## 1. Bureau du Secrétaire général adjoint

*Création de la Section de l'environnement par transfert de 4 postes de la Division du soutien logistique [1 poste P-5 de spécialiste hors classe des questions d'environnement, 1 poste P-4 de spécialiste des questions d'environnement (gestion des déchets), 1 poste P-3 de spécialiste des questions d'environnement, 1 poste G(AC) d'assistant (programmes)]*

52. Le Secrétaire général propose de créer au Bureau du Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions une section de l'environnement qui serait chargée de fournir des orientations stratégiques afin d'améliorer la gestion de l'environnement et de réduire l'incidence néfaste que peuvent avoir les activités sur l'environnement, de favoriser la concertation entre les hauts responsables et les États Membres sur les mesures qu'il convient de prendre pour améliorer la performance environnementale, de mettre en place, à l'usage des opérations de paix, un cadre de politique générale et d'orientation dans ce domaine, de faire en sorte que le système soit prêt à déployer de nouvelles missions soucieuses de l'environnement, de prendre en compte les liens entre les conflits et l'environnement dans la planification des missions, l'exécution et l'examen de leur mandat, et de nouer et gérer des partenariats. Pour ce faire, quatre postes seraient transférés de la Division du soutien logistique, comme suit : un poste de spécialiste hors classe des questions d'environnement (P-5), un poste de spécialiste des questions d'environnement (gestion des déchets) (P-4), un poste de spécialiste des questions d'environnement (P-3) et un poste d'assistant (programmes) G(AC) (A/71/806, par. 204 et 205).

53. **Le Comité consultatif n'est pas opposé à la création d'une section de l'environnement par le transfert de quatre postes; toutefois, il invite le Secrétaire général à s'assurer qu'il n'y aura pas chevauchement de fonctions liées au respect de l'environnement au Département de l'appui aux missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi, et dans les opérations de maintien de la paix. Il estime à ce sujet que le Secrétaire général devrait envisager de placer la Section de l'environnement sous l'autorité du Chef de cabinet du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions; les questions d'environnement, en effet, sont communes à l'ensemble des activités de maintien de la paix, et le Bureau du Chef de cabinet, qui couvre ces deux départements, serait bien placé pour en assurer la bonne coordination.**

*Création d'un emploi de temporaire (1 poste P-3 d'administrateur de programme)*

*Création d'un emploi de temporaire (1 poste P-3 de spécialiste de l'examen des opérations)*

*Création d'un emploi de temporaire (1 poste P-3 d'administrateur de programme) pour trois mois*

54. Le Secrétaire général propose de créer un poste P-3 d'administrateur de programme, dont le titulaire assurerait la supervision et la coordination des

mécanismes de contrôle des antécédents. Il propose de même la création d'un poste P-3 de spécialiste de l'examen des opérations au Groupe de l'application des recommandations d'audit pour six mois, pour faire face à l'explosion de la charge de travail pendant la période de pointe pour l'audit externe, entre septembre et février de chaque année. Le titulaire du poste P-3 d'administrateur de programme qu'il est proposé de créer pour trois mois à la Section des nominations aux postes de haute direction serait, pour sa part, chargé d'élaborer, de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de l'initiative de partenariat entre dirigeants (A/71/806, par. 211 et 214). **Dans le droit fil des observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus concernant les postes et emplois de temporaire que le Secrétaire général propose de créer ou de transformer, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la création de ces trois postes et d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

*Maintien d'un emploi de temporaire [1 poste P-4 de spécialiste de la planification (MINUSCA)]*

55. Le Secrétaire général propose de reconduire pour un an l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste de la planification à la classe P-4, le Conseil de sécurité ayant, dans sa résolution 2301 (2016), prolongé le mandat de la MINUSCA. Il présente, aux paragraphes 207 et 208 de son rapport, des renseignements d'ordre général sur l'équipe d'appui opérationnel et sur les activités qu'elle mène au titre de la MINUSCA, sans préciser les fonctions attachées au poste qu'il propose de reconduire. **Constatant que la proposition du Secrétaire général n'est pas clairement justifiée, et dans la mesure où la MINUSCA a dépassé le stade de la préparation des opérations, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la reconduction du poste P-4 de spécialiste de la planification et d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

## 2. Division du budget et des finances des missions

*Maintien de 2 emplois de temporaire (1 poste P-3 de fonctionnaire des finances (MINUSCA) et 1 poste G(AC) d'assistant administratif)*

56. Le Secrétaire général propose de reconduire pour un an le poste P-3 de fonctionnaire des finances à la Section de la gestion des mémorandums d'accord et des demandes de remboursement, dans la mesure où le traitement des mémorandums d'accord relatifs aux unités déployées dans le cadre de la MINUSCA devrait se poursuivre pendant l'exercice 2017/18. Par ailleurs, il propose de reconduire le poste G(AC) d'assistant administratif à la Section de la politique de remboursement et de la liaison, dont le titulaire continuerait ainsi d'assurer un appui administratif et un service de liaison concernant les taux de remboursement aux pays qui fournissent des contingents (A/71/806, par. 228 et 231).

57. Le Comité note que la Division du budget et des finances des missions dispose, au titre du compte d'appui, de 77 postes et emplois de temporaire, dont 16 pour la Section de la gestion des mémorandums d'accord et des demandes de remboursement (A/71/806, par. 227). De plus, il ressort des informations qui lui ont été communiquées que, au 28 février 2017, la Division comptait 11 postes vacants. **Compte tenu des effectifs approuvés pour la Division et du nombre élevé de postes vacants, le Comité consultatif doute que celle-ci ait besoin de nouveaux effectifs. Il recommande donc de ne pas approuver la reconduction du poste P-3 de fonctionnaire des finances (MINUSCA) ni celle du poste G(AC) d'assistant administratif, et d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

### 3. Division du personnel des missions

*Maintien de 16 emplois de temporaire (12 postes P-3 de spécialiste des ressources humaines et 4 postes G(AC) d'assistant chargé des ressources humaines)*

58. Le Secrétaire général propose de reconduire, au Service du soutien spécialisé au personnel des missions, qui relève de la Division du personnel des missions, 16 postes comme suit : 12 postes P-3 de spécialiste des ressources humaines et 4 postes G(AC) d'assistants chargés des ressources humaines. Il indique que les 12 spécialistes des ressources humaines de classe P-3 sont des responsables de groupe professionnel qui participent à toute la procédure de recrutement pour les missions de maintien de la paix en étoffant et gérant la liste de candidats présélectionnés pour les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, et que les quatre assistants chargés des ressources humaines de classe G(AC) leur prêtent un appui administratif (A/71/806, par. 246 à 251).

**59. Le Comité consultatif est d'avis que, du fait de la clôture de l'ONUCI et de la réduction progressive des effectifs de la MINUL, les activités d'appui relatives à la gestion de la liste des candidats présélectionnés pour les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales seront moins nombreuses. Il recommande donc de ne pas approuver la reconduction de deux des 12 postes de spécialiste des ressources humaines de classe P-3 ni celle de l'un des quatre postes d'assistants chargés des ressources humaines de classe G(AC), et d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

*Maintien d'un emploi de temporaire [1 poste P-4 de spécialiste des ressources humaines (MINUSCA)]*

60. Le Secrétaire général propose de reconduire le poste P-4 de spécialiste de la gestion des ressources humaines à la Section Afrique de l'Est et Afrique centrale du Service de la gestion du personnel des missions. Le titulaire du poste prêtera conseil à la Mission concernant sa reconfiguration, ainsi que le suivi et la planification et les stratégies de gestion des ressources humaines (A/71/806, par. 254). **Le Comité consultatif constate que la Division du personnel des missions dispose de 47 postes et 13 emplois de temporaire d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur. Compte tenu de ces moyens, et dans la mesure où la MINUSCA a dépassé le stade de la préparation des opérations, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la reconduction du poste P-4 de spécialiste des ressources humaines (MINUSCA) et d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

**61. Par ailleurs, constatant que la Division du personnel des missions dispose de 53 postes de classe G(AC), le Comité consultatif doute que des effectifs d'appui en si grand nombre soient nécessaires. Il compte que les capacités d'appui administratif seront examinées lors de l'étude approfondie attendue.**

### 4. Division du soutien logistique

*Restructuration de la Division du soutien logistique au moyen de transferts et réaffectations de postes*

62. Le Secrétaire général propose de réorganiser la Division du soutien logistique de sorte à mettre en place un dispositif de gestion de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement en lieu et place de l'approche fonctionnelle actuelle, l'objet étant de consolider l'appui aux missions. Il précise que cette nouvelle organisation vise à rompre avec la logique du cloisonnement par l'intégration horizontale des fonctionnalités analogues au sein des unités administratives et entre unités, en vue

d'offrir aux missions des solutions logistiques plus efficaces et plus efficientes. Elle permettra de procéder à une planification et à une gestion stratégiques mondiales reposant sur les besoins regroupés des missions, de procéder à d'éventuels regroupements et de dégager des économies d'échelle. Elle permettra également de tirer parti des systèmes de fret maritime optimaux pour les mouvements de fret stratégique et de passagers (A/71/806, par. 270 à 273).

63. Ayant demandé des précisions sur les avantages attendus de cette restructuration, le Comité a été informé qu'elle consoliderait l'appui institutionnel aux missions, donnerait une idée plus exacte des besoins à l'échelle mondiale, offrirait une marge de manœuvre pour faire place aux besoins non prévus et préciserait les attributions et responsabilités. **Le Comité consultatif n'est pas opposé à la restructuration proposée; toutefois, il veut espérer qu'elle donnera lieu à des gains d'efficience et il s'attend à ce que le Secrétaire général en rende compte dans son prochain rapport.** Le Comité s'est étendu sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans son rapport sur les questions transversales concernant les opérations de maintien de la paix (A/71/836).

64. S'agissant des transferts et réaffectations de postes découlant de la restructuration proposée, la figure III du rapport du Secrétaire général est censée illustrer les mouvements de poste, lesquels sont justifiés aux paragraphes 276 à 336. **Le Comité consultatif estime que le rapport ne présente pas clairement les mouvements d'effectif, mais il n'a pas obtenu à ce sujet les précisions demandées. Il est d'avis le Secrétaire général aurait dû les présenter de telle sorte qu'on puisse directement comparer les effectifs actuels et ceux prévus, en faisant clairement ressortir chaque mouvement. Il compte que le Secrétaire général donnera des précisions à ce sujet lorsque l'Assemblée générale se penchera sur le présent rapport.**

65. Au paragraphe 282 de son rapport, le Secrétaire général fait mention du transfert d'un poste P-3 de fonctionnaire chargé des opérations aériennes du Groupe des normes et de l'assurance qualité du transport aérien (Section du transport aérien) à la Section de la sécurité aérienne. Le titulaire du poste aurait pour tâche d'aider à exécuter les activités d'assurance qualité du transport aérien, de participer aux visites de contrôle, de relever les cas de non-conformité, de mener des activités d'évaluation des risques et recommander des mesures d'atténuation, et de contribuer à l'inclusion de l'assurance qualité du transport aérien dans les politiques et les procédures relatives à la sécurité aérienne. **Compte tenu des différentes tâches assignées à ce poste, le Comité consultatif est d'avis qu'il s'agit là non pas d'un transfert, mais d'une réaffectation. Il recommande donc de ne pas approuver cette proposition et d'abolir le poste en question. Il recommande de plus d'ajuster en conséquence les autres objets de dépenses connexes.**

## 5. Objets de dépenses autres que les postes

66. Le montant demandé au titre des objets de dépenses autres que les postes pour le Département de l'appui aux missions (12 473 700 dollars) fait apparaître une diminution de 1 386 200 dollars, soit 10,0 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant demandé au titre des objets de dépenses autres que les postes, sous réserve des observations et recommandations qu'il formule aux paragraphes correspondants ci-dessus et ci-dessous.**

### *Consultants*

67. Le montant demandé au titre des consultants (1 884 800 dollars) fait apparaître une augmentation de 221 800 dollars, soit 13,3 %, par rapport au montant alloué en

2016/17. S'agissant de la Division du budget et des finances des missions, une provision de 289 800 dollars est demandée en rapport avec la conduite de la deuxième enquête quadriennale sur les dépenses de personnel auprès des principaux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (A/71/806, par. 236). **Le Comité consultatif recommande d'approuver à la rubrique Autres objets de dépenses ce montant de 289 800 dollars au titre des consultants.**

68. S'agissant de la Division du personnel des missions, le montant demandé au titre des consultants (95 000 dollars) fait apparaître une augmentation de 16 000 dollars, soit 20,3 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. Il ressort des informations communiquées au Comité que les dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice 2015/16 se chiffraient à 60 700 dollars, alors que celui des crédits approuvés s'établissait à 95 000 dollars, le solde inutilisé étant donc de 34 200 dollars. Pour l'exercice en cours, au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées se chiffrait à 20 100 dollars alors que les crédits ouverts s'établissent à 79 000 dollars. S'agissant de la Division du soutien logistique, le montant demandé au titre des consultants (1 500 000 dollars) est inchangé par rapport au montant alloué en 2016/17. Il ressort des informations communiquées au Comité que les dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice 2015/16 se chiffraient à 260 500 dollars alors que celui des crédits approuvés s'établissait à 1 600 000 dollars, le solde inutilisé étant donc de 1 339 500 dollars. Pour l'exercice en cours, au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées se chiffrait à 767 800 dollars alors que les crédits ouverts s'établissent à 1 500 000 dollars. Le Comité rappelle que, dans sa résolution 69/308, l'Assemblée générale réaffirmait les directives en vigueur concernant le recours aux consultants et demandait au Secrétaire général de tirer le meilleur parti des compétences internes en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement. **Se fondant sur les données d'expérience, le Comité consultatif recommande de réduire de 20 % le montant demandé au titre des consultants, à l'exclusion de la provision de 289 800 dollars dont il est question au paragraphe 67 ci-dessus.**

#### *Voyages*

69. Le montant demandé au titre des voyages pour le Département de l'appui aux missions (1 554 800 dollars) fait apparaître une diminution de 207 900 dollars, soit 11,8 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. La provision demandée pour le Bureau du secrétaire général adjoint (271 800 dollars) doit servir à financer des visites dans les principaux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, chez les principaux contributeurs financiers et dans des missions de maintien de la paix pour examiner des questions en rapport avec l'appui aux missions et l'exécution des mandats. De plus, une provision de 25 300 dollars est demandée pour financer les voyages de hauts responsables qui se rendent dans des États Membres et auprès d'organisations professionnelles, gouvernementales et non gouvernementales et d'organismes, fonds et programmes des Nations Unies à des fins de prospection, dans le but d'enrichir la liste de réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions (A/71/806, par. 218 et 220). En réponse à ses questions, le Comité a été informé qu'au cours de l'exercice 2015/16, les visites aux fins de prospection avaient permis d'inscrire 91 personnes sur la liste de réserve des cadres supérieurs (28 provenant d'États Membres et 63 d'organismes des Nations Unies). **Le Comité consultatif recommande d'approuver ces provisions à la rubrique Autres objets de dépenses au titre des voyages, d'un montant de 297 100 dollars.**

70. S'agissant de la Division du personnel des missions, le montant demandé au titre des voyages (166 000 dollars) fait apparaître une augmentation de 400 dollars, soit 0,2 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. Il ressort des informations

communiquées au Comité que les dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice 2015/16 se chiffraient à 134 200 dollars alors que celui des crédits approuvés s'établissait à 166 200 dollars, le solde inutilisé étant donc de 32 000 dollars. Pour l'exercice en cours, au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées se chiffrait à 84 200 dollars alors que les crédits ouverts s'établissent à 166 200 dollars. **Se fondant sur les données d'expérience, le Comité consultatif recommande de réduire de 20 % le montant demandé au titre des voyages pour le Département de l'appui aux missions, à l'exclusion de la provision de 297 100 dollars dont il est question au paragraphe 69 ci-dessus.**

#### *Informatique*

71. Le montant demandé au titre de l'informatique (5 676 700 dollars) fait apparaître une augmentation de 85 200 dollars, soit 1,5 %, par rapport au montant alloué en 2016/17. Le montant demandé, qui concerne la Division de l'informatique et des communications, relevant du Département de l'appui aux missions, doit servir à financer les dépenses non comprises dans les coûts standard engagées au titre du matériel et des logiciels informatiques spécialisés, ainsi que les licences et redevances, pour les services contractuels d'appui continus; il comporte de plus une provision destinée au développement du Système de demandes de remboursement des gouvernements et de mémorandums d'accord et du Système de préparation des moyens de maintien de la paix. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que la Division est chargée d'établir et de gérer les contrats-cadres auxquels ont recours toutes les missions, et que ces contrats continueraient d'être requis malgré la diminution du nombre de missions en cours. **Le Comité consultatif n'est pas absolument certain que la clôture de missions et la réduction en conséquence de l'effectif manqueraient d'entraîner des économies à la rubrique Informatique. Il recommande donc de réduire de 10 % le montant demandé au titre de l'informatique.**

## **F. Département de la gestion**

72. Le Secrétaire général demande d'ouvrir pour le Département de la gestion des crédits d'un montant de 87 531 400 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018, ce qui représente une augmentation de 148 900 dollars (0,2 %) par rapport aux crédits de 87 382 500 dollars qui ont été ouverts pour l'exercice 2016/17.

#### **Postes**

73. En ce qui concerne les postes, les propositions du Secrétaire général concernant les effectifs pour le Département de la gestion comprennent des propositions précises en vue de la création, de la réaffectation et de la suppression de postes, comme indiqué dans les paragraphes ci-dessous. Le total des effectifs proposés par le Secrétaire général pour 2017/18 est de 281 postes (dont 174 postes d'administrateur et 107 postes d'agent des services généraux) et 11 emplois de temporaire (autres que pour les réunions). Cela représente une augmentation de 11 postes par rapport au total de 270 postes approuvés pour l'exercice 2016/17 et une réduction de 12 emplois de temporaire (autres que pour les réunions), qui sont passés de 23 en 2016/17 à 11 en 2017/18.

74. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le tableau d'effectifs du Département de la gestion, sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes**

ci-dessous. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.

#### **Objets de dépense autres que les postes**

75. Le montant proposé au titre des objets de dépense autres que les postes pour le Département de la gestion s'élève à 44 317 100 dollars, ce qui représente une réduction de 2 448 500 dollars (5,2 %) par rapport au montant alloué pour 2016/17. **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant des ressources proposé au titre des objets de dépense autres que les postes, sous réserve des observations et recommandations formulées aux paragraphes ci-dessus et ci-dessous.**

#### *Voyages*

76. Le Secrétaire général demande pour le Département de la gestion un montant de 1 436 500 dollars au titre des voyages pour l'exercice 2017/18. Compte tenu des informations supplémentaires qu'il a reçues, le Comité consultatif note que : a) le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité avait engagé, au 28 février 2017, des dépenses d'un montant 75 700 dollars au titre des voyages sur des crédits d'un montant de 468 400 dollars alloués pour l'exercice 2016/17; b) le Bureau de la gestion des ressources humaines avait engagé au titre des voyages des dépenses d'un montant de 122 200 dollars sur des crédits d'un montant de 141 800 dollars alloués pour l'exercice 2015/16 et avait engagé, au 28 février 2017, des dépenses d'un montant de 6 200 dollars seulement sur des crédits d'un montant de 133 800 dollars alloués pour l'exercice 2016/17; c) le Bureau des services centraux d'appui avait engagé au titre des voyages des dépenses d'un montant de 479 500 dollars sur des crédits d'un montant de 544 600 dollars alloués pour l'exercice 2015/16 et a engagé, au 28 février 2017, des dépenses d'un montant de 267 500 dollars sur des crédits d'un montant de 544 600 dollars alloués pour l'exercice 2016/17; d) le Bureau de l'informatique et des communications avait engagé au titre des voyages des dépenses d'un montant de 181 400 dollars sur des crédits d'un montant de 268 300 dollars alloués pour l'exercice 2015/16 et avait engagé, au 28 février 2017, des dépenses d'un montant de 157 700 dollars sur des crédits d'un montant de 276 300 dollars alloués pour l'exercice 2016/17.

**77. Se fondant sur les dépenses antérieures, le Comité consultatif recommande de réduire de 287 300 dollars, soit 20 %, le montant alloué au titre des voyages pour l'exercice 2017/18. Rappelant ses recommandations relatives aux efforts déployés par le Bureau de la gestion des ressources humaines visant à améliorer la communication en ciblant des candidats viables dans les pays non représentés et sous-représentés, le Comité consultatif souligne que ces efforts doivent être menés comme prévu (A/71/557, par. 45 à 47). Le Comité souligne également que les prescriptions indiquées par le Bureau des Services centraux d'appui relatives aux conférences de soumissionnaires et aux séminaires à l'intention des entreprises devraient être menées comme prévu.**

### **1. Bureau du Secrétaire général adjoint**

#### **Objets de dépenses autres que les postes**

#### *Consultants*

78. Le Secrétaire général demande un montant de 77 000 dollars destiné à couvrir le recrutement, pendant sept mois, de consultants possédant les compétences techniques voulues, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, financiers et administratifs des procédures de passation des marchés, pour étudier les

contestations des soumissionnaires malheureux. Il note que, dans un souci d'intégrité, les experts qui siègeront au Comité d'examen des adjudications doivent être indépendants de l'Organisation des Nations Unies. On estime à sept le nombre de dossiers dont sera saisi le Comité au cours de l'exercice 2017/18 (A/71/806, par. 382). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que sur des crédits d'un montant de 77 000 dollars alloués au titre des services de consultants pour les deux exercices, le Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 34 100 dollars en 2015/16 et qu'au 28 février 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 100 dollars pour l'exercice 2016/17. **Se fondant sur les dépenses antérieures, le Comité consultatif recommande de réduire de 43 000 dollars le montant alloué au titre des consultants pour l'exercice 2017/18.**

#### *Installations et infrastructures*

79. Le Secrétaire général demande un montant de 156 500 dollars destiné à financer l'achat de fournitures de bureau pour le Département de la gestion (ibid., par. 386). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, sur des crédits d'un montant de 156 500 dollars alloués au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2015/16, le Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 2 700 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à 18 900 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 165 000 dollars. **Se fondant sur les dépenses antérieures, le Comité consultatif recommande de réduire de 127 800 dollars le montant alloué au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2017/18.**

#### *Communications*

80. Le Secrétaire propose un montant 293 300 dollars qui servira à financer les services de communications par réseaux commerciaux (appareils mobiles : 145 500 dollars; téléphones de bureau : 118 300 dollars) et les frais de visioconférence (29 500 dollars). Compte tenu des informations qu'ils a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, sur des crédits d'un montant de 431 100 dollars alloués au titre des communications pour l'exercice 2015/16, le Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 234 900 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à 119 800 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 292 700 dollars. **Se fondant sur les dépenses antérieures, le Comité consultatif recommande de réduire de 58 400 dollars le montant alloué au titre des communications pour l'exercice 2017/18.**

#### *Fournitures, services et matériel divers*

81. Le Secrétaire général demande un montant de 11 374 600 dollars pour couvrir le coût de l'assurance maladie après la cessation de service du personnel de maintien de la paix à la retraite (11 346 000 dollars), dont le montant a été établi sur la base du nombre de bénéficiaires prévu pour l'exercice 2017/18 et des schémas de dépenses des exercices antérieurs; le coût du matériel servant à la formation des membres des comités locaux des marchés et des comités locaux de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix (25 000 dollars); ainsi que les frais de participation du Groupe du contrôle hiérarchique et du Service administratif à la réunion annuelle de l'American Society of International Law (respectivement 1 400 et 2 200 dollars) (ibid., par. 390). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, sur les crédits d'un montant de 10 375 600 dollars alloués pour l'exercice 2015/16, le Bureau avait

engagé des dépenses d'un montant de 9 023 400 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à 5 019 500 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 10 862 000 dollars

82. Le Comité consultatif est préoccupé par la surestimation apparente des ressources nécessaires en ce qui concerne les fournitures, services et matériel divers. **Se fondant sur les dépenses antérieures, il recommande de réduire de 1 million de dollars le montant alloué au titre des fournitures, services et matériel divers pour l'exercice 2017/18.**

## 2. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

### Postes

*Transformation en poste d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (P-3, spécialiste des finances et du budget)*

83. Le Secrétaire général propose de transformer en poste un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (P-3, spécialiste des finances et du budget) à la Division du financement des opérations de maintien de la paix afin de continuer d'apporter à la FISNUA un appui en ce qui concerne les questions financières et législatives, étant donné que les ressources nécessaires au financement des activités d'appui à la FISNUA ont considérablement augmenté ces dernières années en raison des difficultés que présente la situation sur le terrain et de l'expansion des opérations de la Force (A/71/806, par. 406). **Conformément aux observations formulées aux paragraphes 12 et 13 au sujet des postes et emplois de temporaire qu'il est proposé de créer ou de transformer pour l'exercice 2017/18 et compte tenu des moyens existants, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la transformation en poste de l'emploi de spécialiste des finances et du budget (P-3) à la Division du financement des opérations de maintien de la paix et de se contenter de le reconduire.**

*Création de trois nouveaux postes à la Division de la comptabilité : 2 postes P-4 de comptable (1 poste P-4 au Groupe des conventions comptables et 1 poste P-4 au Groupe de la comptabilité des biens) et 1 poste P-3 de spécialiste de la gestion des biens (Groupe de la comptabilité des biens)*

84. Le Secrétaire général propose de créer trois postes à la Division de la comptabilité, à savoir un poste P-4 de comptable au Groupe des conventions comptables et un poste P-4 de comptable et un poste P-3 de spécialiste de la gestion du matériel au Groupe de la comptabilité des biens, en se fondant sur un examen qui a été entrepris pour recenser les fonctions résiduelles de l'équipe IPSAS qui devraient être institutionnalisées afin de garantir la pérennité du respect des normes. (ibid., par. 407) Comme suite à cet examen, le Secrétaire général propose de créer, au sein de la Division de la comptabilité, une structure chargée de pérenniser la conformité aux normes IPSAS (ibid., par. 408). Dans le cadre de la dissolution de l'équipe temporaire chargée des normes IPSAS et de la création d'une structure à long terme, il est proposé de ne pas reconduire les quatre emplois de temporaire (autres que pour les réunions) qui relèvent du Bureau du Contrôleur et de créer trois postes à la Division de la comptabilité (ibid., par. 410). **Le Comité consultatif souscrit à la proposition du Secrétaire général tendant à supprimer quatre emplois de temporaire (autres que pour les réunions) et souligne une fois de plus la nécessité de compter sur les capacités internes pour soutenir l'application des normes IPSAS, y compris dans les opérations de maintien de la paix. Il n'est pas convaincu que les ressources demandées pour créer ces nouveaux postes soient justifiées et est d'avis que l'institutionnalisation de**

**l'équipe IPSAS pour continuer d'appuyer le respect de ces normes devrait s'effectuer dans les limites des ressources existantes de la Division de la comptabilité. En outre, conformément aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus, le Comité consultatif recommande de ne pas créer les nouveaux postes. Il recommande également d'ajuster en conséquence le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes.**

*Maintien d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (fonctionnaire des finances, P-4)*

85. Le Secrétaire général propose de reconduire un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (fonctionnaire des finances, P-4) à la Section des comptes des opérations de maintien de la paix pour continuer de fournir un appui à la MINUSCA en ce qui concerne les questions financières (ibid., par. 424 à 426). **Le Comité consultatif est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de maintenir cet emploi en ce qui concerne l'appui à la MINUSCA. Il estime que toute aide supplémentaire à la MINUSCA peut être assurée au moyen des capacités existantes de la Section des comptes des opérations de maintien de la paix. Conformément aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus, et compte tenu de la clôture en cours de l'ONUCI et du retrait progressif de la MINUL, le Comité recommande de ne pas reconduire l'emploi de fonctionnaire des finances (P-4) à la Section des comptes des opérations de maintien de la paix de la Division de la comptabilité.**

### **3. Bureau de la gestion des ressources humaines**

#### **Postes**

*Transformation en poste d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions), (juriste adjoint de 1<sup>re</sup> classe, P-2)*

86. Le Secrétaire général propose de transformer en poste un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (juriste adjoint, P-2) au Groupe de la discipline de la Section du droit administratif, compte tenu du caractère continu de la charge de travail du Groupe, des demandes de plus en plus nombreuses et du nombre de sanctions, ainsi que du nombre croissant de contestations de décisions disciplinaires renvoyées au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (A/71/806, par. 451 et 452 et tableau 27). Le Comité consultatif prend note de l'augmentation du nombre des affaires disciplinaires traitées par le Groupe de la discipline et du fait qu'on prévoit un arriéré de 30 affaires disciplinaires par an au cas où les ressources en personnel nécessaires ne seront pas disponibles. Le Comité consultatif note en outre que la proposition a trait à un poste P-2, un poste à la classe de début de la catégorie des d'administrateurs au sein de l'Organisation. **Le Comité consultatif est conscient du caractère continu des fonctions concernant les questions disciplinaires associées au poste P-2 de juriste adjoint et de la disponibilité de postes de cette classe, qui est une classe de début au sein de l'Organisation. En conséquence, il recommande d'approuver la transformation en poste de l'emploi de juriste adjoint (P-2) à la Section du droit administratif.**

*Transformation en poste d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (spécialiste des ressources humaines (gestion de la performance), P-3)*

87. Le Secrétaire général propose de transformer en poste un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (spécialiste des ressources humaines, P-3) à la Section de l'aide à l'organisation des carrières et de la gestion de la Performance de la Division du perfectionnement, de la valorisation et de l'administration des ressources humaines. Il est indiqué que le spécialiste est chargé de veiller au respect

des normes en matière de gestion de la performance dans toutes les entités du Secrétariat, de fournir des orientations générales et d'appuyer la formation obligatoire à la gestion de la performance que les responsables sont tenus de suivre (ibid., par. 455). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les ressources demandées pour transformer en poste cet emploi de temporaire soient justifiées et est d'avis que les fonctions devraient continuer d'être assurées par du personnel temporaire. Conformément aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus, il recommande de ne pas approuver la transformation en poste de l'emploi de spécialiste des ressources humaines (gestion de la performance) (P-3).**

*Transformation en postes de 2 emplois de temporaire (autres que pour les réunions)  
[1 spécialiste des ressources humaines (mobilité), P-4 et 1 assistant chargé  
des ressources humaines (mobilité), G(AC)]*

88. Le Secrétaire général propose de transformer en postes deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions [1 spécialiste des ressources humaines (mobilité), P-3 et 1 assistant chargé des ressources humaines (mobilité), 1 G(AC)] au Service du recrutement et des affectations de la Division de la planification stratégique, du recrutement et des affectations. Il est indiqué que les deux emplois de temporaire ont été créés en juillet 2010 pour contribuer à la formulation de la proposition concernant le dispositif de mobilité et d'organisation des carrières, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/265, et œuvrer dans le cadre de l'équipe de réseau d'emplois qui mène diverses activités (ibid., par. 458 et 459). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les ressources demandées pour transformer en postes ces emplois de temporaire soient justifiées et est d'avis que les fonctions devraient continuer d'être assurées par du personnel temporaire. Conformément aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus, il recommande de ne pas approuver la transformation en postes des deux emplois de temporaire, à savoir un emploi de spécialiste des ressources humaines (mobilité) de la classe P-3 et un emploi d'assistant chargé des ressources humaines (mobilité) de la catégorie des agents des services généraux (autres classes) au Service du recrutement et des affectations de la Division de la planification stratégique, du recrutement et des affectations.**

*Transformation en poste d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions)  
(Chef de projet, P-4)*

89. Le Secrétaire général propose de transformer en poste un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (Chef de projet, P-4) au Service de la planification, du suivi et de l'établissement de rapports, qui a été initialement approuvé en juillet 2009 pour assurer l'exécution globale de HR Insight, notamment la conception, la production et la qualité des données et d'autres fonctions connexes (ibid., par. 460 à 463). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les ressources demandées pour transformer en poste cet emploi de temporaire soient justifiées et est d'avis que les fonctions devraient continuer d'être assurées par du personnel temporaire. Conformément aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus, il recommande de ne pas approuver la transformation en poste de l'emploi de Chef de projet (P-4) au Service de la planification, du suivi et de l'établissement de rapports.**

#### 4. Bureau des services centraux d'appui

##### Postes

*Maintien d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (fonctionnaire chargé des achats, P-3)*

90. Le Secrétaire général propose le maintien d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) (fonctionnaire chargé des achats, P-3) à la Section des achats pour le maintien de la paix de la Division des achats afin de continuer d'assurer l'achat du matériel nécessaire aux infrastructures dont doivent être dotés la MINUSCA, la MINUSMA et le BANUS (A/71/806, par. 489 à 492). **Considérant que la MINUSCA, la MINUSMA et le BANUS ne sont plus dans la phase de planification initiale, le Comité consultatif estime que tout appui dont ces missions pourraient avoir besoin peut être assuré au moyen des capacités existantes de l'Équipe d'appui Génie de la Division des achats. Il recommande de ne pas reconduire l'emploi de fonctionnaire chargé des achats (P-3) à la Division des achats. Il recommande également d'ajuster en conséquence le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes.**

##### Objets de dépenses autres que les postes

*Fournitures, services et matériel divers*

91. Le Secrétaire général propose un montant de 576 500 dollars au titre de l'entreposage et de la manutention par un prestataire tiers des archives du Siège relatives aux opérations de maintien de la paix, des fournitures et de l'équipement nécessaires et des frais de formation du personnel (352 000 dollars), des renforts pour archiver les documents de l'ONUCI après la clôture (166 000 dollars) et du réapprovisionnement en laissez-passer des Nations Unies (58 500 dollars) (ibid., par. 510 à 512). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, sur des crédits d'un montant de 708 300 dollars alloués au titre des communications pour l'exercice 2015/16, le Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 171 400 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à 45 100 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 351 000 dollars. **Se fondant sur les dépenses antérieures, le Comité consultatif recommande de réduire de 300 000 dollars le montant alloué au titre des fournitures, services et matériel divers pour l'exercice 2017/18.**

#### 5. Bureau de l'informatique et des communications

##### Postes

*Transformation en postes de 2 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (1 spécialiste des systèmes informatiques (système électronique de gestion des carburants), P-3 et 1 spécialiste des systèmes informatiques (progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents), P-3)*

92. Le Secrétaire général propose de transformer en postes deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (2 spécialistes de systèmes informatiques, P-3), l'un dans le Pôle applications de Bangkok, qui appuie le système électronique de gestion des carburants (A/71/806, par. 517 à 521) et l'autre dans le Pôle applications de Bangkok basé à New York, qui appuie le progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents (ibid., par. 522 à 526). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que les ressources demandées pour transformer en postes ces emplois de temporaire soient justifiées et est d'avis que les fonctions devraient continuer d'être assurées par du personnel**

temporaire. Conformément aux observations formulées aux paragraphes 12 et 13 ci-dessus au sujet des postes et emplois de temporaire qu'il est proposé de créer ou de transformer, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la transformation en postes des deux emplois de temporaire, à savoir un spécialiste des systèmes informatiques (système électronique de gestion électronique des carburants) de la classe P-3 et un spécialiste des systèmes informatiques (progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents), et de se contenter de les reconduire.

#### **Objets de dépenses autres que les postes**

##### *Informatique*

93. Le Secrétaire général propose un montant de 4 612 000 dollars afin de couvrir les dépenses, non comprises dans les coûts standard, requises pour l'achat de logiciels, les licences et les redevances et les services contractuels nécessaires à la fourniture d'un appui permanent et à la poursuite de la mise au point d'applications en vue de répondre aux besoins liés à l'exécution des activités de maintien de la paix, comme il est indiqué dans le tableau 28 et les paragraphes 549 à 557 du rapport. Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, sur des crédits d'un montant de 3 507 700 dollars alloués au titre de l'informatique pour l'exercice 2015/16, le Bureau avait engagé des dépenses d'un montant de 2 461 000 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à 2 936 700 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 4 612 000 dollars. **Compte tenu des dépenses antérieures et des innovations technologiques qui ne cessent de se produire dans le domaine de l'informatique, le Comité consultatif recommande de réduire de 461 200 dollars, soit 10 %, le montant des crédits au titre de l'informatique pour l'exercice 2017/18.**

#### **G. Bureau des services de contrôle interne**

94. Au Bureau des services de contrôle interne, il est proposé de supprimer quatre postes (1 P-5, 2 SM et 1 GN), de transformer un poste P-3 en emploi de temporaire, de reconduire 43 emplois de temporaire (autres que pour les réunions), de reclasser deux postes et de reconduire deux emplois de temporaire pour assurer le remplacement de fonctionnaires en congé. Le Secrétaire général propose également de transférer et de réaffecter des postes et des emplois de temporaire suite à la fermeture de l'ONUCI et de la MINUL et en vue de la création du Bureau régional d'inspection et d'évaluation d'Entebbe. Aux paragraphes 578 à 583 de son rapport, le Secrétaire général indique que ledit Bureau serait établi grâce aux réaffectations suivantes : un poste P-4 d'auditeur résident du Bureau de l'auditeur résident de l'ONUCI et deux postes du Bureau de l'auditeur résident de la MINUL : un poste P-5 de chef des auditeurs résidents et un poste P-3 d'auditeur résident. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le tableau d'effectifs du Bureau des services de contrôle interne sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 96, 98, 100 et 101 ci-après. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

95. Ayant demandé des précisions sur les évaluations de la qualité des activités du Bureau des services de contrôle interne, le Comité consultatif a été informé que la plus récente de ces évaluations concernant la Division de l'audit interne datait de la fin 2016 et que la prochaine évaluation était prévue dans cinq ans. S'agissant de la Division de l'inspection et de l'évaluation, des évaluations de la qualité sont

effectuées tous les cinq ans, et la prochaine aura lieu en 2018. Le Comité a également été informé que l'évaluation la plus récente de la Division des investigations remontait à 2013, la prochaine étant prévue dans deux à trois ans. **Le Comité consultatif compte que les évaluations de la qualité des activités des divisions du Bureau des services de contrôle interne se dérouleront selon le calendrier prévu, et que les résultats de ces évaluations seront communiqués à l'Assemblée générale en temps voulu.**

## 1. Service administratif à New York

*Reclassement d'un poste P-3 de spécialiste des finances et du budget en un poste P-4 de fonctionnaire d'administration (hors classe) (P-4)*

96. Le Secrétaire général propose de reclasser un poste P-3 de spécialiste des finances et du budget en un poste P-4 de fonctionnaire d'administration (hors classe) au Service administratif du Bureau des services de contrôle interne à New York. Il est indiqué que les fonctions assignées à ce poste ne se limitent plus à l'exécution de tâches liées au budget et aux finances, qu'elles se sont élargies à un appui administratif global, notamment en matière de ressources humaines, de finances et de gestion de l'actif et que ce poste devient de plus en plus stratégique (A/71/806, par. 564). **Le Comité consultatif n'est pas convaincu par les justifications fondées sur le caractère stratégique de ce poste, et recommande de ne pas approuver le reclassement proposé. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

## 2. Division de l'audit interne

*Réaffectation d'un (1) poste P-4 d'auditeur résident depuis le Bureau de l'auditeur résident de l'ONUCI*

*Transformation et réaffectation d'un (1) poste P-3 d'auditeur résident depuis le Bureau de l'auditeur résident de l'ONUCI*

97. Dans la figure VII et aux paragraphes 567 à 577 de son rapport, le Secrétaire général présente ses propositions concernant les postes de la Division de l'audit interne. En raison de la fermeture de l'ONUCI, il est proposé de supprimer trois postes (1 P-5, 1 SM et 1 GN) au Bureau de l'auditeur résident de l'Opération, de réaffecter un poste P-4 d'auditeur résident au Bureau régional d'inspection et d'évaluation d'Entebbe qu'il est proposé de créer et de transformer un poste P-3 d'auditeur résident en emploi de temporaire (autre que pour les réunions) qui serait réaffecté au Bureau de l'investigateur résident de la MONUSCO.

98. **Compte tenu de la diminution des dépenses prévue en raison de la fermeture des missions, évoquée au paragraphe 12 ci-dessus, le Comité consultatif est d'avis que le maintien de deux postes au moyen de leur transformation ou réaffectation n'est pas justifié. S'appuyant sur les observations du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, qui a souligné la nécessité de renforcer les capacités d'évaluation (A/71/800, par. 24), le Comité consultatif recommande d'approuver la réaffectation du poste P-4 au Bureau régional d'inspection et d'évaluation d'Entebbe dont la création est proposée. Le Comité recommande donc de ne pas approuver la transformation du poste P-3 en emploi de temporaire et la réaffectation dudit emploi au Bureau de l'investigateur résident de la MONUSCO, et recommande que ce poste soit supprimé. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence. Le Comité rappelle qu'un taux de vacance de postes de 50 % doit être appliqué aux réaffectations.**

### 3. Division des investigations

*Transfert de quatre emplois de temporaire [1 enquêteur résident (P-4), 2 enquêteurs résidents (P-3) et 1 assistant administratif (GN)] depuis le Bureau de l'investigateur résident de la MINUL*

99. Aux paragraphes 584 à 601 de son rapport, le Secrétaire général présente ses propositions concernant les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) à la Division des investigations. Il est proposé de fermer le Bureau de l'investigateur résident de la MINUL d'ici au 30 juin 2018. Le tableau d'effectifs actuel comprend cinq emplois de temporaire (autres que pour les réunions) financés au moyen du compte d'appui (1 P-5, 1 P-4, 2 P-3 et 1 GN). Il est proposé de maintenir l'emploi de temporaire P-5 au Bureau et de redéployer les quatre autres emplois comme suit : l'emploi de temporaire P-4 au Bureau régional d'investigation d'Entebbe et les deux emplois de temporaire P-3 et l'emploi d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Bureau de l'investigateur résident de la MINUSCA.

100. **Le Comité consultatif estime que la poursuite de la réduction des effectifs de la MINUL aurait dû entraîner la réduction du nombre d'emplois de temporaire relevant du Bureau de l'investigateur résident de la MINUL ou la suppression de ces emplois, plutôt que leur maintien au moyen des transferts proposés. À cet égard, le Comité note également que, selon les informations qui lui ont été communiquées, la Division des investigations comptait sept postes vacants au 28 février 2017, et s'interroge sur la pertinence des transferts proposés (voir également A/70/837, par. 102). Compte tenu de ces facteurs, le Comité consultatif recommande que les transferts proposés d'un emploi de temporaire P-3 et d'un emploi de temporaire d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Bureau de l'enquêteur résident de la MINUSCA ne soient pas approuvés et que ces emplois de temporaire soient supprimés. Le Comité recommande d'approuver les autres transferts proposés. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

#### *Postes vacants de longue date*

101. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2017, un poste P-4 d'enquêteur résident au Bureau de l'enquêteur résident de la MINUSCA aura été vacant pendant 26 mois. Le Comité consultatif réaffirme qu'il y a lieu de déterminer, dans tous les projets de budget, s'il est nécessaire de maintenir ou de supprimer les postes restés vacants depuis au moins deux ans (voir A/70/742, par.46). **Le Comité consultatif note que le projet de budget ne fournit aucun élément permettant de justifier le maintien du poste P-4 en dépit de cette longue période de vacance, et recommande donc que ce poste soit supprimé. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes devrait être ajusté en conséquence.**

### 4. Objets de dépense autres que les postes

102. Le montant proposé au titre des objets de dépense autres que les postes pour le Bureau des services de contrôle interne s'élève à 9 026 500 dollars, ce qui représente une diminution de 424 800 dollars (soit 4,5 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés pour les dépenses autres que le coût des postes soient approuvés.**

### *Consultants*

103. Le montant proposé au titre des consultants pour le Bureau des services de contrôle interne s'élève à 382 800 dollars, ce qui représente une diminution de 11 300 dollars (soit 2,9 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Ce montant comprend un montant de 254 800 dollars, qui est demandé pour financer les services (29 mois-personne) de consultants ayant les compétences techniques requises pour établir trois rapports d'évaluation thématique et un rapport d'évaluation sur une mission de maintien de la paix particulière (A/71/806, par. 608). **Le Comité consultatif estime que la Division de l'inspection et de l'évaluation devrait disposer en interne des compétences techniques nécessaires à la conduite d'évaluations.** Les ressources demandées comprennent également un montant de 40 000 dollars destiné à financer les services (quatre mois-personne) de consultants spécialisés dans des domaines tels que l'analyse des empreintes digitales et des documents, l'analyse d'ADN, l'expertise comptable judiciaire, la criminalistique numérique et l'analyse graphologique (A/71/806, par. 609). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les consultants faciliteraient la conduite des enquêtes menées par des pays fournisseurs de contingents dans le cadre d'un partenariat avec une équipe d'enquêteurs indépendante et objective. **Le Comité consultatif estime que la nature même du mandat du Bureau des services de contrôle interne implique que la capacité d'investigation du Bureau soit indépendante et objective, et n'est pas convaincu de la nécessité de faire appel à des consultants.**

104. Le Comité consultatif constate d'après les renseignements qui lui ont été communiqués que les dépenses au titre des consultants pour l'exercice budgétaire 2015/16 se sont élevées à 238 600 dollars, alors que le montant alloué était de 334 500 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 95 900 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 186 100 dollars, pour un montant alloué de 394 100 dollars. **Compte tenu de ces observations, le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % les ressources proposées au titre des consultants.**

### *Voyages*

105. Les ressources demandées au titre des voyages pour le Bureau des services de contrôle interne s'élèvent à 960 800 dollars, soit le même montant que le montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Le Comité consultatif constate d'après les renseignements qui lui ont été communiqués que les dépenses pour l'exercice 2015/16 se sont élevées à 919 100 dollars, alors que le montant alloué atteignait 960 800 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 41 700 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 628 700 dollars, pour un montant alloué de 960 800 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 10 % les ressources proposées au titre des voyages.**

### *Installations et infrastructures*

106. Le Secrétaire général propose des ressources au titre des installations et infrastructures pour le Bureau des services de contrôle interne d'un montant de 400 600 dollars, soit une augmentation de 82 000 dollars (soit 25,7 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Le Comité consultatif constate d'après les renseignements qui lui ont été communiqués que les dépenses pour l'exercice 2015/16 se sont élevées à 94 000 dollars, alors que le montant alloué atteignait 261 500 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 167 500 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 74 500

dollars, pour un montant alloué de 318 600 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 56 000 dollars au titre de la rubrique Installations et infrastructures.**

#### *Communications*

107. Le montant des ressources demandées au titre des communications pour le Bureau des services de contrôle interne s'élève à 80 000 dollars, ce qui représente une diminution de 111 200 dollars (soit 58,2 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Le Comité consultatif constate d'après les renseignements qui lui ont été communiqués que les dépenses pour l'exercice 2015/16 se sont élevées à 40 200 dollars, alors que le montant alloué atteignait 131 200 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 91 000 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 38 500 dollars, pour un montant alloué de 191 200 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 22 000 dollars au titre des communications.**

#### *Informatique*

108. Un montant de 463 700 dollars est demandé au titre de l'informatique pour le Bureau des services de contrôle interne, soit une diminution de 12 800 dollars (ou 2,7 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. Le Comité consultatif constate d'après les renseignements qui lui ont été communiqués que les dépenses pour l'exercice 2015/16 se sont élevées à 326 400 dollars, alors que le montant alloué atteignait 437 600 dollars, soit une sous-utilisation des crédits de 111 200 dollars. Pour l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 177 500 dollars, pour un montant alloué de 476 500 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 137 000 dollars au titre de l'informatique.**

## **H. Administration de la justice**

### **Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies**

#### **Objets de dépense autres que les postes**

109. Le montant proposé pour les dépenses autres que le coût des postes au Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies s'élève à 612 800 dollars, ce qui représente une augmentation de 130 400 dollars (27,0 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations formulées ci-dessous, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés pour les dépenses autres que le coût des postes soient approuvés.**

#### *Consultants*

110. Le Secrétaire général demande un montant de 70 000 dollars pour le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies aux fins de la constitution d'une réserve de consultants possédant le savoir-faire technique requis, à concurrence de 12 mois-personne de travail, afin qu'il soit possible de continuer à proposer des services de médiation sur demande au personnel des opérations de maintien de la paix. Compte tenu du nombre d'affaires traitées ces deux dernières années, le Bureau estime qu'il devra dépêcher sur place du personnel dans au moins cinq zones de mission à haut risque au cours de l'exercice 2017/18. La complexité des services d'ombudsman et de médiation exige de confier au même ombudsman ou

médiateur les diverses étapes de la procédure de règlement des conflits, depuis le consentement des parties à la médiation jusqu'à la conclusion et à la mise en œuvre d'un accord de règlement (A/71/806, par. 655). D'après les informations qu'il a reçues concernant les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que sur les crédits d'un montant de 70 000 dollars alloués au titre des consultants pour les deux exercices, le Bureau a engagé des dépenses d'un montant de 49 600 dollars au cours de l'exercice 2015/16 et qu'au 28 février 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 26 600 dollars pour l'exercice 2016/17. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 7 000 dollars, soit 10 %, du montant alloué au titre des consultants pour l'exercice 2017/18.**

#### *Voyages*

111. Le Secrétaire général propose un montant de 151 300 dollars au titre des voyages pour le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, en vue de fournir sur le terrain, à l'échelle régionale, des services liés au règlement à l'amiable des différends et de renforcer les capacités du personnel de maintien de la paix en la matière grâce à l'organisation d'activités d'information et de sensibilisation dans les 11 missions retenues préalablement et, ponctuellement, dans d'autres missions (125 800 dollars) et en vue de la participation de fonctionnaires des antennes régionales du Bureau à des activités de formation (25 500 dollars) (ibid., par. 657 et 658). Le Comité consultatif note que le Bureau a engagé des dépenses d'un montant de 149 500 dollars pour un montant alloué au titre des voyages de 151 300 dollars pour l'exercice budgétaire 2015/16, mais qu'il avait engagé des dépenses d'un montant de 103 100 dollars au 28 février 2017, sachant que le même montant a été alloué pour l'exercice 2016/17 que pour l'exercice précédent. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 15 000 dollars du montant alloué au titre des voyages pour l'exercice budgétaire 2017/18.**

### **I. Bureau de la déontologie**

112. Aucune modification du tableau d'effectifs du Bureau de la déontologie n'est proposée. Le montant proposé pour les dépenses autres que le coût des postes s'élève à 586 700 dollars, soit une diminution de 70 300 dollars (10,7 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17. Sur ce montant global, un montant de 57 800 dollars est proposé au titre des voyages, ce qui représente une diminution de 300 dollars (0,5 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations détaillées sur les voyages prévus pour le personnel du Bureau. **Le Comité consultatif estime qu'un certain nombre de ces voyages pourraient être entrepris par un nombre plus restreint de personnes et que certains voyages pourraient être combinés. Le Comité recommande donc que le montant demandé pour les voyages soit réduit de 10 %. Sous réserve de cette recommandation, le Comité consultatif recommande que les ressources proposées pour le Bureau de la déontologie au titre des postes et des autres objets de dépense soient approuvées.**

## J. Bureau des affaires juridiques

### Objets de dépense autres que les postes

113. Le montant proposé pour les dépenses autres que le coût des postes au Bureau des affaires juridiques s'élève à 284 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 900 dollars (0,3 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations formulées ci-dessous, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés pour les dépenses autres que le coût des postes soient approuvés.**

#### *Installations et infrastructures*

114. S'agissant du Bureau des affaires juridiques, le Secrétaire général propose un montant de 17 800 dollars au titre des fournitures de bureau pour 19 postes (9 500 dollars) ainsi que des frais supplémentaires de location d'imprimantes et de scanners (8 300 dollars) (A/71/806, par. 681). D'après les informations qu'il a reçues concernant les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que sur les crédits d'un montant de 9 000 dollars alloués au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2015/16, le Bureau a engagé des dépenses d'un montant de 6 200 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à seulement 100 dollars, alors que le montant alloué pour l'exercice 2016/17 s'élève à 15 200 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 11 800 dollars du montant alloué au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2017/18.**

#### *Communications*

115. S'agissant du Bureau des affaires juridiques, le Secrétaire général propose un montant de 21 100 dollars pour financer les services de communications par réseaux commerciaux au moyen de téléphones portables (13 500 dollars) et filaires (7 600 dollars), dont le coût a été évalué sur la base de taux standard dérivés de l'historique des dépenses et de l'utilisation prévue (ibid., par. 683). D'après les informations qu'il a reçues concernant les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, sur les crédits d'un montant de 27 400 dollars alloués au titre des communications pour l'exercice 2015/16, le Bureau a engagé des dépenses d'un montant de 12 600 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau se chiffrait à seulement 3 600 dollars, alors que le montant alloué pour l'exercice 2016/17 s'élève à 23 700 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 14 000 dollars du montant alloué au titre des communications pour l'exercice 2017/18.**

## K. Département de l'information

### Objets de dépense autres que les postes

116. Le montant proposé pour les dépenses autres que le coût des postes au Département de l'information s'élève à 147 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 700 dollars (0,5 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice budgétaire 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations formulées ci-dessous, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés pour les dépenses autres que le coût des postes soient approuvés.**

### *Consultants*

117. Le Secrétaire général demande un montant de 10 800 dollars en vue du recrutement d'un consultant possédant l'expertise nécessaire à la conduite d'une session de formation spécialisée d'une semaine à l'intention de quelque 30 agents chargés de l'information dans les missions et au Siège. Cette formation devra être assurée par un spécialiste de la communication possédant une connaissance pratique des techniques de communication les plus modernes et des technologies adaptées aux conditions de terrain. Elle visera essentiellement à renforcer les compétences nécessaires à la mise en place de mécanismes d'information efficaces dans les missions de maintien de la paix (A/71/806, par.690). D'après les informations qu'il a reçues concernant les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note qu'alors que des crédits d'un montant de 10 600 dollars ont été alloués au titre des consultants pour les deux exercices, le Département n'a engagé aucune dépense au cours de l'exercice 2015/16 et qu'au 28 février 2017, aucune dépense n'avait été engagée non plus pour l'exercice 2016/17. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 10 800 dollars du montant alloué au titre des consultants pour l'exercice 2017/18.**

### *Voyages*

118. Le Secrétaire général propose un montant de 56 600 dollars au titre de déplacements dans des missions de maintien de la paix (MINUSMA, FNUOD, FINUL et MINUL), qui sont nécessaires à une collaboration directe avec le personnel des missions aux fins de l'élaboration et de l'amélioration des stratégies de communication ainsi que de la mise en œuvre efficace du plan d'action relatif à l'information; ce montant devrait également permettre de financer l'organisation et la facilitation d'un séminaire de formation spécialisée d'une durée d'une semaine à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et au Centre de services régional d'Entebbe (ibid., par. 692 et 693). D'après les informations qu'il a reçues concernant les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note qu'alors que des crédits d'un montant de 57 200 dollars ont été alloués au titre des voyages pour l'exercice 2015/16, les dépenses engagées par le Département se sont élevées à 37 500 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Bureau atteignait 10 000 dollars alors que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 2016/17 était le même que le montant alloué pour l'exercice précédent. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande une réduction d'un montant de 19 000 dollars du montant alloué au titre des voyages pour l'exercice budgétaire 2017/18.**

## **L. Département de la sûreté et de la sécurité**

119. Au Département de la sûreté et de la sécurité, il est proposé de reconduire, pour six mois, deux emplois de temporaire [1 administrateur de projet hors classe (P-5) et 1 chargé de projet (P-4)]. Le Secrétaire général indique que les deux emplois de temporaires forment l'équipe de gestion de projet chargée d'élaborer et de mettre en œuvre le Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, qui est aussi chargée de planifier, de mettre au point et de coordonner l'intégration de la structure de sécurité sous la supervision directe du Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité. Le projet devrait être achevé à la fin de 2017. Le Secrétaire général indique également qu'au cours de l'exercice 2017/18, l'équipe continuera de faire le lien, aux échelons hiérarchiques supérieurs et intermédiaires, entre les partenaires du projet (Département des opérations de maintien de la paix, Département des affaires politiques, Département de l'appui aux missions et Département de la gestion) et

d'autres parties prenantes, en mettant l'accent sur les opérations de maintien de la paix, les missions politiques spéciales et le BANUS ainsi que sur la Base de soutien logistique des Nations Unies et le Centre de services régional. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le tableau d'effectifs du Département de la sûreté et de la sécurité, notamment la proposition de reconduire, pour six mois les deux emplois de temporaire (autre que pour les réunions) [1 administrateur de projet hors classe (P-5) et 1 chargé de projet (P-4)] afin d'achever le projet. Le Comité compte que le projet soit achevé dans les délais d'ici à la fin de 2017.**

#### **Objets de dépense autres que les postes**

120. Le montant proposé au titre des objets de dépense autres que les postes s'élève à 1 114 400 dollars, ce qui représente une augmentation de 3 900 dollars (0,4 %) par rapport au montant alloué pour 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations formulées ci-dessous, le Comité consultatif recommande d'approuver les crédits demandés pour les objets de dépense autres que les postes.**

#### *Voyages*

121. Le montant proposé au titre des voyages s'élève à 763 000 dollars, soit un montant équivalent à celui alloué pour 2016/17. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations détaillées sur les voyages proposés du Département. **Le Comité consultatif estime qu'un certain nombre des voyages proposés pourraient être entrepris par un nombre inférieur de personnes et que la durée de certains voyages pourrait être raccourcie. Il recommande donc de réduire de 20 % le montant demandé au titre des voyages.**

#### *Installations et infrastructures*

122. Le montant des ressources demandées par le Secrétaire général au titre des installations et infrastructures s'élève à 10 000 dollars, soit un montant équivalent à celui alloué pour 2016/17. D'après les informations qui lui ont été communiquées, le Comité consultatif note que les dépenses pour l'exercice 2015/16 étaient de 300 dollars, alors que le montant alloué s'élevait à 9 000 dollars, ce qui représente une sous-utilisation des crédits de 8 700 dollars. Pour ce qui est de l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 s'élevaient à 400 dollars par rapport au montant alloué de 10 000 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 9 000 dollars le montant alloué au titre des installations et infrastructures.**

#### *Communications*

123. Les ressources demandées au titre des communications s'élèvent à 36 200 dollars, soit une diminution de 500 dollars (1,4 %) par rapport au montant alloué pour 2016/17. D'après les informations qui lui ont été communiquées, le Comité consultatif note que les dépenses pour l'exercice 2015/16 s'élevaient à 16 500 dollars, par rapport à un montant alloué de 32 500 dollars, ce qui représente une sous-utilisation des crédits de 16 000 dollars. Pour ce qui est de l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 étaient de 6 300 dollars, alors que le montant alloué s'élevait à 36 700 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 19 700 dollars le montant alloué au titre des communications de manière qu'il corresponde aux dépenses engagées en 2015/16 (16 500 dollars).**

### *Informatique*

124. Le montant des ressources demandées au titre de l'informatique s'élève à 55 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 100 dollars (2 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17. D'après les informations qui lui ont été communiquées, le Comité consultatif note que les dépenses pour l'exercice 2015/16 s'élevaient à 47 400 dollars, par rapport à un montant alloué de 50 000 dollars, ce qui représente une sous-utilisation des crédits de 2 600 dollars. Pour ce qui est de l'exercice en cours, les dépenses au 28 février 2017 étaient de 6 800 dollars, alors que le montant alloué s'élevait à 54 600 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 8 000 dollars le montant alloué au titre de l'informatique.**

## **M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

### **Postes**

125. Les propositions du Secrétaire général concernant le tableau des effectifs du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme comprennent la création d'un nouvel emploi de temporaire (1 P-4) et le transfert de trois postes de classe P-4 de Genève à New York, dont deux postes du Service de l'Afrique à Genève à la Section de l'appui aux missions de paix à New York et un poste de la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation de la Division de la recherche et du droit au développement à Genève au Bureau de New York.

*Création d'un emploi de temporaire : spécialiste des droits de l'homme (P-4) à la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (New York)*

126. Le Secrétaire général propose de créer un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste des droits de l'homme (P-4) à la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation de la Division de la recherche et du droit au développement à New York (A/71/806, par. 748). Le titulaire de l'emploi apporterait un appui au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et aux opérations de maintien de la paix en ce qui concerne la prévention, le signalement et la répression des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles concernant des membres de forces autres que des forces des Nations Unies, ainsi que la coopération avec les États Membres, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286. Il fournirait des conseils sur l'intégration des droits de l'homme dans les stratégies des missions visant à lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles (ibid.). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des renseignements concernant l'emploi proposé et a notamment été informé que le titulaire poursuivrait les travaux qui avaient été menés à Genève au cours de l'année écoulée et entreprendrait d'autres activités. Il a également été informé que le titulaire de l'emploi de temporaire relèverait du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et serait chargé d'exercer des fonctions et d'accomplir des tâches dont le Haut-Commissariat a été mandaté dans le cadre des efforts déployés par l'ONU pour combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles, avant et après le lancement de la nouvelle stratégie présentée dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles : une nouvelle stratégie » (A/71/818). Il a en outre été informé que le titulaire de l'emploi mènerait un certain nombre d'activités en coordination avec le Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et qu'il apporterait des compétences et des conseils spécialisés dans le domaine des droits de l'homme.

127. Le Comité consultatif n'est pas convaincu qu'il soit nécessaire de regrouper les fonctions susmentionnées dans le cadre d'un nouvel emploi de temporaire, qui serait créé à New York, ni de créer un emploi à cette fin. Il recommande donc de ne pas approuver la création de cet emploi. Il compte par ailleurs que les fonctions qui devaient être remplies par le titulaire de cet emploi continueront d'être assurées par le personnel déjà en poste. Il recommande aussi que les montants des objets de dépense autres que les postes soient revus en conséquence.

*Transfert (de Genève à New York) de deux postes de spécialiste des droits de l'homme (2 P-4) à la Section de l'appui aux missions de paix de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique*

128. Le Secrétaire général propose de transférer, au sein de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, deux postes de spécialiste des droits de l'homme (P-4) du Service de l'Afrique à Genève à la Section de l'appui aux missions de paix à New York (A/71/806, par. 741). Il indique dans le rapport que les deux postes ont été approuvés pour l'exercice 2015/16 afin d'appuyer les composantes droits de l'homme de la MINUSMA et de la MINUSCA depuis Genève et que leur intégration dans la Section de l'appui aux missions de la paix à New York accroîtrait l'efficacité de l'appui fonctionnel apporté aux activités menées avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions et accélérerait la communication au Conseil de sécurité et aux pays qui fournissent des contingents d'informations plus ciblées leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions liées au maintien de la paix au Mali et en République centrafricaine. Le Secrétaire général note que ce transfert renforcerait également l'efficacité et l'efficacité des contributions apportées aux deux départements concernant l'exécution au jour le jour des mandats en matière de droits de l'homme des missions. Conformément à la stratégie visant à réduire les effectifs du siège du Haut-Commissariat à Genève et à rapprocher géographiquement les fonctions des partenaires et des bénéficiaires, le Haut-Commissariat propose de regrouper les effectifs chargés de l'appui aux missions à New York pour qu'ils travaillent aux côtés des équipes opérationnelles intégrées du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.

129. Rappelant qu'il avait appuyé la proposition faite par le Secrétaire général concernant l'exercice 2016/17 de transférer ces postes à New York (voir A/70/837, par. 126), **le Comité consultatif recommande d'approuver le transfert de l'un de ces deux postes de spécialiste des droits de l'homme (P-4) du Service de l'Afrique à Genève à la Section de l'appui aux missions de paix à New York. Il estime que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme devrait examiner et clarifier davantage les capacités nécessaires à la Section de l'appui aux missions de paix compte tenu des capacités à Genève. Il recommande aussi que les montants des objets de dépense autres que les postes soient revus en conséquence.**

#### **Objets de dépense autres que les postes**

130. Le montant proposé au titre des objets de dépense autres que les postes pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'élève à 990 400 dollars, ce qui représente une augmentation de 166 400 dollars (20,2 %) par rapport au montant alloué pour 2016/17. **Sous réserve des observations et recommandations formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande d'approuver les crédits demandés au titre des objets de dépense autres que les postes.**

### *Voyages*

131. Le Secrétaire général demande un montant de 238 600 dollars, dont : 100 200 dollars pour des voyages visant à mener des activités de planification, d'évaluation et de consultation; 89 900 dollars pour des voyages visant à mener des activités d'appui technique; 9 600 dollars pour des voyages visant à présenter des exposés sur l'évolution de la situation des droits de l'homme et les activités y relatives dans les opérations de maintien de la paix; 38 900 dollars pour des voyages rendus nécessaires par les formations de formateurs spécialisée sur les droits de l'homme à l'intention du personnel de police et des effectifs militaires, et les formations spécialisées sur les droits de l'homme pour le personnel de maintien de la paix (A/71/806, par. 754 à 757). Compte tenu des renseignements qui lui ont été communiqués pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité note que, par rapport aux 238 600 dollars alloués au titre des voyages pour 2015/16, le montant des dépenses engagées par le Haut-Commissariat était de 133 000. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Haut-Commissariat se chiffrait à 144 500 dollars par rapport à un montant de 238 600 dollars alloué pour l'exercice 2016/17. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 15 % (35 800 dollars) le montant alloué au titre des voyages pour l'exercice 2017/18.**

### *Installations et infrastructures*

132. Le Secrétaire général demande un montant de 21 400 dollars pour financer la location de bureaux, les services communs et les dépenses non renouvelables afférentes à l'aménagement des locaux et au mobilier découlant des postes qu'il est proposé de créer et à l'achat de fournitures de bureau (ibid., par. 758). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, par rapport aux 93 800 dollars alloués au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2015/16, le Haut-Commissariat a engagé des dépenses d'un montant de 700 dollars. Au 28 février 2017, le Haut-Commissariat n'avait engagé aucune dépense, alors que le montant alloué pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 110 300 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 20 700 dollars le montant alloué au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2017/18.**

### *Communications*

133. Le Secrétaire général demande un montant de 35 300 dollars pour financer les services commerciaux de communication et l'achat de matériel (5 300 dollars), ainsi que la conception, la mise en page et l'impression de documents sur les droits de l'homme destinés aux activités de promotion et de formation (30 000 dollars) (ibid., par. 760). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, par rapport aux 41 100 dollars alloués au titre des communications pour l'exercice 2015/16, le Haut-Commissariat a engagé des dépenses d'un montant de 7 800 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Haut-Commissariat se chiffrait à 2 000 dollars, alors que le montant alloué pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 20 400 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 27 000 dollars le montant alloué au titre des communications pour l'exercice 2017/18.**

### *Informatique*

134. Le Secrétaire général demande un montant de 60 700 dollars pour financer :  
a) la mise au point d'un nouveau module pour la base de données sur les affaires

relatives aux droits de l'homme utilisée par les composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix, qui permettra d'établir le profil des auteurs de violations des droits de l'homme (38 600 dollars); b) les dépenses comprises dans les coûts standard relatives à l'entretien et à la réparation du matériel informatique, notamment l'exécution des accords de prestation de services standard et l'acquisition de matériel standard (20 400 dollars); c) les licences et redevances (1 700 dollars) (ibid., par. 762). Compte tenu des informations qu'il a reçues pour les exercices 2015/16 et 2016/17, le Comité consultatif note que, par rapport aux 19 200 dollars alloués au titre de l'informatique pour l'exercice 2015/16, le Haut-Commissariat a engagé des dépenses d'un montant de 9 400 dollars. Au 28 février 2017, le montant des dépenses engagées par le Haut-Commissariat se chiffrait à 3 200 dollars, alors que le montant alloué pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 71 600 dollars. **Compte tenu de cette tendance, le Comité consultatif recommande de réduire de 51 300 dollars le montant alloué au titre de l'informatique pour l'exercice 2017/18.**

## V. Conclusion et recommandations

135. En ce qui concerne les postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :

- a) De ne pas approuver la création des cinq postes ci-après :
  - i) Au Département des opérations de maintien de la paix : 1 poste de spécialiste de la problématique hommes-femmes dans la police (P-3) (voir par. 32) et 1 poste d'instructeur militaire (P-3) (voir par. 33);
  - ii) Au Département de la gestion : 1 poste de comptable (conventions comptables) (P-4), 1 poste de comptable (comptabilité des biens) (P-4) et 1 poste de spécialiste de la gestion du matériel (P-3) (voir par. 84);
- b) D'approuver l'une des transformations en postes de 11 emplois de temporaire, mais de ne pas approuver les 10 autres, comme indiqué ci-après :
  - i) Au Département des opérations de maintien de la paix : 1 emploi de temporaire occupé par un spécialiste de la résilience des organisations (P-4) (voir par. 29), 1 emploi d'assistant administratif (résilience des organisations) [G(AC)] (voir par. 29) et 1 emploi de spécialiste des affaires judiciaires (P-4) (voir par. 32);
  - ii) Au Département de la gestion : 1 emploi de spécialiste des finances et du budget (P-3) (voir par. 83), 1 emploi de spécialiste des ressources humaines (gestion de la performance) (P-3) (voir par. 87), 1 emploi de chef de projet (entrepôt de données) (P-4) (voir par. 89), 1 emploi de spécialiste des ressources humaines (mobilité) (P-3) (voir par. 88), 1 emploi d'assistant chargé des ressources humaines (mobilité) [G(AC)] (voir par. 88), 1 emploi de spécialiste des systèmes informatiques (système de gestion des carburants) (P-3) (voir par. 92) et 1 emploi de spécialiste des systèmes informatiques (progiciel de gestion de la relation client - gestion du matériel appartenant aux contingents) (P-3) (voir par. 92);
- c) D'approuver l'un des deux reclassements de poste, mais de ne pas approuver le reclassement du poste de spécialiste des finances et du budget (P-3) en poste de fonctionnaire d'administration (P-4) au Bureau des services de contrôle interne (voir par. 96);

d) De supprimer les cinq postes ci-après :

i) Au Département des opérations de maintien de la paix : 1 poste d'administrateur général/chef d'équipe (D-1), 1 poste de spécialiste des questions politiques (P-4) et 1 poste d'assistant d'équipe [G(AC)], en lieu et place des transferts qui étaient proposés (voir par. 31);

ii) Au Département de l'appui aux missions : un poste de fonctionnaire chargé des opérations aériennes (P-3), en lieu et place du transfert qui était proposé (voir par. 65);

iii) Au Bureau des services de contrôle interne : un poste d'investigateur résident (P-4) (voir par. 101).

136. En ce qui concerne les dépenses autres que les postes ayant trait aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), le Comité consultatif recommande :

a) De ne pas approuver la création des quatre emplois ci-après :

i) Au Département des opérations de maintien de la paix : 1 emploi de chargé de liaison (police) (P-4) et 1 emploi de spécialiste des questions d'état de droit (P-3) (voir par. 32);

ii) Au Département de l'appui aux missions : un emploi d'administrateur de programmes (P-3) (voir par. 54);

iii) Au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : un emploi de spécialiste des droits de l'homme (P-4) (voir par. 127);

b) D'approuver la création de l'un des trois emplois de courte durée et de ne pas approuver les deux emplois ci-après : 1 emploi de spécialiste de l'examen des procédures (P-3) pour six mois et 1 emploi d'administrateur de programmes (P-3) pour trois mois au Département de l'appui aux missions (voir par. 54);

c) D'approuver la reconduction de 74 des 85 emplois de temporaire et de ne pas approuver la reconduction des 11 emplois ci-après :

i) Au Département de l'appui aux missions : 1 emploi de spécialiste de la planification pour la MINUSCA (P-4) (voir par. 55), 1 emploi de fonctionnaire des finances pour la MINUSCA (P-3) (voir par. 57), 1 emploi d'assistant administratif [G(AC)] (voir par. 57), 2 emplois de spécialiste des ressources humaines (groupes professionnels) (P-3) (voir par. 59), 1 emploi d'assistant chargé des ressources humaines (groupes professionnels) [G(AC)] (voir par. 59) et 1 emploi de spécialiste des ressources humaines pour la MINUSCA (P-4) (voir par. 60);

ii) Au Département de la gestion : 1 emploi de fonctionnaire des finances pour la MINUSCA (P-4) (voir par. 85) et 1 emploi de fonctionnaire chargé des achats (ingénieur) pour la MINUSCA (P-3) (voir par. 90);

iii) Au Bureau des services de contrôle interne : 1 emploi d'investigateur résident (P-3) et 1 emploi d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) (voir par. 100);

d) De supprimer un emploi d'investigateur (P-3) au Bureau des services de contrôle interne, en lieu et place de ce qui était proposé, à savoir une transformation en poste et une réaffectation (voir par. 98).

137. En ce qui concerne les dépenses autres que les postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :

- a) Une réduction de 559 000 dollars au titre des consultants;
- b) Une réduction de 1 589 400 au titre des voyages;
- c) Une réduction de 637 300 dollars au titre des installations et infrastructures;
- d) Une réduction de 25 000 dollars au titre des transports terrestres;
- e) Une réduction de 311 500 dollars au titre des communications;
- f) Une réduction de 1 678 700 dollars au titre de l'informatique;
- g) Une réduction de 1 383 000 dollars au titre des fournitures, services et matériel divers;
- h) Un ajustement des objets de dépense autres que les postes pour les postes et emplois de temporaire qu'il est recommandé de ne pas créer ou qu'il est recommandé de supprimer dans le présent rapport (809 200 dollars);

138. Les recommandations susmentionnées du Comité consultatif représenteraient une diminution de 11 722 400 dollars par rapport au projet de budget du Secrétaire général. Le projet de budget du compte d'appui pour 2017/18 serait ainsi ramené de 339 468 400 dollars à 327 746 000 dollars. Ce montant englobe les ressources affectées aux postes (224 144 300 dollars), les ressources non affectées à des postes (76 873 400 dollars), les ressources affectées au progiciel de gestion intégré (25 038 300 dollars), celles affectées à la sécurité des systèmes et des données informatiques (821 500 dollars) et celles affectées au dispositif de prestation de services centralisée (868 500 dollars).

139. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices 2015/16 et 2017/18 sont énoncées les unes dans le rapport sur l'exécution du budget (voir A/71/726, par. 31) et les autres dans le rapport sur le projet de budget (voir A/71/806, par. 765). Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :

- a) Approuve les ressources demandées pour le compte d'appui au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018, soit 327 746 000 dollars;
- b) Décide de déduire des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 un montant de 611 300 dollars correspondant au solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016;
- c) Décide de déduire des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 un montant de 2 238 200 dollars correspondant aux ressources diverses portant sur l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, montant qui comprend le produit des placements, soit 638 900 dollars, les produits divers et accessoires, soit 64 500 dollars et le produit de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs, soit 1 534 800 dollars;
- d) Décide de déduire des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 le montant de 1 161 100 dollars correspondant au reliquat du montant autorisé pour le Fonds de réserve pour le maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2016.

*Documentation*

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 (A/71/726 et Add.1)
- Rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/806)
- Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/800)
- Rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix (A/71/809)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget et le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/70/837)
- Résolutions 69/308 et 70/287 de l'Assemblée générale

## Annexe I

# Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018

## Compte d'appui : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16) (1)	Montant alloué (2016/17) (2)	Dépenses prévues (2017/18) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	216 973,6	221 561,4	228 084,8	6 523,4	2,9
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	19 611,4	16 272,5	13 870,8	(2 401,7)	(14,8)
Consultants	4 362,7	5 092,2	3 936,1	(1 156,1)	(22,7)
Voyages	9 114,2	10 152,7	9 972,7	(180,0)	(1,8)
Installations et infrastructures	22 591,9	22 519,4	22 940,9	421,5	1,9
Transports terrestres	56,6	80,3	80,3	—	—
Transports aériens	15,5	—	—	—	—
Communications	2 035,5	2 714,2	2 466,2	(248,0)	(9,1)
Informatique	15 102,7	14 937,3	15 446,1	508,8	3,4
Santé	144,3	143,1	135,4	(7,7)	(5,4)
Fournitures, services et matériel divers	13 751,9	16 255,3	15 806,8	(448,5)	(2,8)
<b>Total partiel II</b>	<b>86 786,7</b>	<b>88 167,0</b>	<b>84 655,3</b>	<b>(3 511,7)</b>	<b>(4,0)</b>
<b>Total</b>	<b>303 760,3</b>	<b>309 728,4</b>	<b>312 740,1</b>	<b>3 011,7</b>	<b>1,0</b>
Progiciel de gestion intégré	31 306,7	16 830,4	25 038,3	8 207,9	48,8
Sécurité des systèmes et des données informatiques	817,5	821,5	821,5	—	—
Dispositif de prestation de services centralisée	—	—	868,5	868,5	—
<b>Montant brut</b>	<b>335 884,5</b>	<b>327 380,3</b>	<b>339 468,4</b>	<b>12 088,1</b>	<b>3,7</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	26 758,9	26 707,3	27 632,5	925,2	3,5
<b>Montant net</b>	<b>309 125,6</b>	<b>300 673,0</b>	<b>311 835,9</b>	<b>11 162,9</b>	<b>3,7</b>

## Département des opérations de maintien de la paix: total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	80 053,6	78 117,6	81 074,9	2 957,3	3,8
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 672,7	1 599,0	1 015,2	(583,8)	(36,5)
Consultants	486,4	357,2	435,9	78,7	22,0
Voyages	4 220,0	4 288,1	4 415,8	127,7	3,0
Installations et infrastructures	96,8	692,6	577,9	(114,7)	(16,6)
Transports aériens	15,5	—	—	—	—
Communications	1 449,7	1 264,3	1 262,7	(1,6)	(0,1)
Informatique	8 701,2	1 797,0	2 298,5	501,5	27,9
Santé	0,1	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	627,1	532,8	677,6	144,8	27,2
<b>Total partiel II</b>	<b>17 269,5</b>	<b>10 531,0</b>	<b>10 683,6</b>	<b>152,6</b>	<b>1,4</b>
<b>Total</b>	<b>97 323,1</b>	<b>88 648,6</b>	<b>91 758,5</b>	<b>3 109,9</b>	<b>3,5</b>

## Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	11 644,2	11 756,9	12 355,6	598,7	5,1
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	712,8	568,2	281,7	(286,5)	(50,4)
Consultants	123,8	—	—	—	—
Voyages	511,6	559,5	631,2	71,7	12,8
Installations et infrastructures	46,6	692,6	561,1	(131,5)	(19,0)
Transports aériens	15,5	—	—	—	—
Communications	1 410,2	1 101,5	1 100,2	(1,3)	(0,1)
Informatique	8 700,6	1 797,0	2 293,8	496,8	27,6
Santé	0,1	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	147,1	35,1	116,8	81,7	232,8
<b>Total partiel II</b>	<b>11 668,3</b>	<b>4 753,9</b>	<b>4 984,8</b>	<b>230,9</b>	<b>4,9</b>
<b>Total</b>	<b>23 312,5</b>	<b>16 510,8</b>	<b>17 340,4</b>	<b>829,6</b>	<b>5,0</b>

**Bureau des opérations**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	12 378,1	12 746,9	13 045,3	298,4	2,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	262,2	275,6	–	(275,6)	(100,0)
Voyages	734,9	746,2	746,2	–	–
Fournitures, services et matériel divers	0,1	–	–	–	–
<b>Total partiel II</b>	<b>997,2</b>	<b>1 021,8</b>	<b>746,2</b>	<b>(275,6)</b>	<b>(27,0)</b>
<b>Total</b>	<b>13 375,3</b>	<b>13 768,7</b>	<b>13 791,5</b>	<b>22,8</b>	<b>0,2</b>

**Bureau des affaires militaires**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	26 525,9	23 889,7	24 494,7	605,0	2,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	67,4	–	–	–	–
Voyages	624,4	634,6	634,6	–	–
Communications	(0,2)	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1,1	–	–	–	–
<b>Total partiel II</b>	<b>692,7</b>	<b>634,6</b>	<b>634,6</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Total</b>	<b>27 218,6</b>	<b>24 524,3</b>	<b>25 129,3</b>	<b>605,0</b>	<b>2,5</b>

**Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	18 728,8	18 430,1	19 145,8	715,7	3,9
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	630,3	755,2	733,5	(21,7)	(2,9)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
Voyages	746,5	762,3	76,3	—	—
Installations et infrastructures	0,1	—	—	—	—
Communications	20,6	23,1	22,8	(0,3)	(1,3)
Informatique	0,6	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	1,9	—	—	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>1 400,0</b>	<b>1 540,6</b>	<b>1 518,6</b>	<b>(22,0)</b>	<b>(1,4)</b>
<b>Total</b>	<b>20 128,8</b>	<b>19 970,7</b>	<b>20 664,4</b>	<b>693,7</b>	<b>3,5</b>

### Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	10 776,6	11 294,0	12 033,5	739,5	6,5
II. Autres objets de dépense					
Consultants	362,6	357,2	435,9	78,7	22,0
Voyages	1 602,6	1 585,5	1 641,5	56,0	3,5
Installations et infrastructures	50,1	—	16,8	16,8	—
Communications	19,1	139,7	139,7	—	—
Informatique	—	—	4,7	4,7	—
Fournitures, services et matériel divers	476,9	497,7	560,8	63,1	12,7
<b>Total partiel II</b>	<b>2 511,3</b>	<b>2 580,1</b>	<b>2 799,4</b>	<b>219,3</b>	<b>8,5</b>
<b>Total</b>	<b>13 287,9</b>	<b>13 874,1</b>	<b>14 832,9</b>	<b>958,8</b>	<b>6,9</b>

### Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	5 633,0	6 172,4	6 394,1	221,7	3,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	100,6	48,8	48,7	(0,1)	(0,2)
Consultants	6,1	—	—	—	—
Voyages	257,3	305,6	305,6	—	—

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
Installations et infrastructures	14,9	36,0	248,8	212,8	591,1
Transports terrestres	54,8	80,3	80,3	—	—
Communications	(0,7)	348,1	450,5	102,4	29,4
Informatique	0,2	153,4	228,2	74,8	48,8
Santé	15,9	34,5	27,0	(7,5)	(21,7)
Fournitures, services et matériel divers	40,4	41,3	54,1	12,8	31,0
<b>Total partiel II</b>	<b>489,5</b>	<b>1 048,0</b>	<b>1 443,2</b>	<b>395,2</b>	<b>37,7</b>
<b>Total</b>	<b>6 122,5</b>	<b>7 220,4</b>	<b>7 837,3</b>	<b>616,9</b>	<b>8,5</b>

## Département de l'appui aux missions : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	62 807,4	63 093,5	64 816,1	1 722,6	2,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 598,1	3 021,9	3 110,4	88,5	2,9
Consultants	321,2	1 663,0	1 884,8	221,8	13,3
Voyages	1 249,4	1 762,7	1 554,8	(207,9)	(11,8)
Installations et infrastructures	0,6	—	—	—	—
Communications	—	456,2	206,2	(250,0)	(54,8)
Informatique	1 263,7	5 591,5	5 676,7	85,2	1,5
Fournitures, services et matériel divers	32,8	1 364,6	40,8	(1 323,8)	(97,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>6 465,8</b>	<b>13 859,9</b>	<b>12 473,7</b>	<b>(1 386,2)</b>	<b>(10,0)</b>
<b>Total</b>	<b>69 273,2</b>	<b>76 953,4</b>	<b>77 289,8</b>	<b>336,4</b>	<b>0,4</b>

## Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	10 216,0	11 262,5	12 519,3	1 256,8	11,2
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	349,8	377,6	585,1	207,5	55,0

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
Consultants	—	84,0	—	(84,0)	(100,0)
Voyages	424,9	397,0	425,0	28,0	7,1
Installations et infrastructures	0,5	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	—	—	22,0	22,0	—
<b>Total partiel II</b>	<b>775,2</b>	<b>858,6</b>	<b>1 032,1</b>	<b>173,5</b>	<b>20,2</b>
<b>Total</b>	<b>10 991,2</b>	<b>12 121,1</b>	<b>13 551,4</b>	<b>1 430,5</b>	<b>11,8</b>

### Division du budget et des finances des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	10 313,8	11 355,5	11 431,4	75,9	0,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	255,5	242,3	236,6	(5,7)	(2,4)
Consultants	—	—	289,8	289,8	—
Voyages	117,3	632,0	424,3	(207,7)	(32,9)
Fournitures, services et matériel divers	—	1 354,6	—	(1 354,6)	(100,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>372,8</b>	<b>2 228,9</b>	<b>950,7</b>	<b>(1 278,2)</b>	<b>(57,3)</b>
<b>Total</b>	<b>10 686,6</b>	<b>13 584,4</b>	<b>12 382,1</b>	<b>(1 202,3)</b>	<b>(8,9)</b>

### Division du personnel des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	15 757,3	15 039,5	15 420,3	380,8	2,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 670,5	2 402,0	2 288,7	(113,3)	(4,7)
Consultants	60,7	79,0	95,0	16,0	20,3
Voyages	134,2	166,2	166,6	0,4	0,2
Installations et infrastructures	0,1	—	—	—	—

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
Fournitures, services et matériel divers	16,0	10,0	10,0	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>2 881,5</b>	<b>2 657,2</b>	<b>2 560,3</b>	<b>(96,9)</b>	<b>(3,6)</b>
<b>Total</b>	<b>18 638,8</b>	<b>17 696,7</b>	<b>17 980,6</b>	<b>283,9</b>	<b>1,6</b>

### Division du soutien logistique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	21 197,2	20 147,0	20 035,8	(111,2)	(0,6)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	322,8	—	—	—	—
Consultants	260,5	1 500,0	1 500,0	—	—
Voyages	375,7	360,4	341,6	(18,8)	(5,2)
Informatique	1 258,9	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	16,7	—	—	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>2 234,6</b>	<b>1 860,4</b>	<b>1 841,6</b>	<b>(18,8)</b>	<b>(1,0)</b>
<b>Total</b>	<b>23 431,8</b>	<b>22 007,4</b>	<b>21 877,4</b>	<b>(130,0)</b>	<b>(0,6)</b>

### Division de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	5 323,1	5 289,0	5 409,3	120,3	2,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(0,5)	—	—	—	—
Voyages	197,3	207,1	197,3	(9,8)	(4,7)
Communications	—	456,2	206,2	(250,0)	(54,8)
Informatique	4,8	5 591,5	5 676,7	85,2	1,5
Fournitures, services et matériel divers	0,1	—	8,8	8,8	—
<b>Total partiel II</b>	<b>201,7</b>	<b>6 254,8</b>	<b>6 089,0</b>	<b>(165,8)</b>	<b>(2,7)</b>
<b>Total</b>	<b>5 524,8</b>	<b>11 543,8</b>	<b>11 498,3</b>	<b>(45,5)</b>	<b>(0,4)</b>

## Département de la gestion : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	38 164,0	40 616,9	43 214,3	2 597,4	6,4
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	6 975,5	3 457,4	1 619,8	(1 837,6)	(53,1)
Consultants	2 740,9	1 965,0	589,5	(1 375,5)	(70,0)
Voyages	1 267,3	1 535,4	1 436,5	(98,9)	(6,4)
Installations et infrastructures	22 370,5	21 315,7	21 647,0	331,3	1,6
Transports terrestres	1,5	—	—	—	—
Communications	485,1	323,8	324,4	0,6	0,2
Informatique	4 566,1	6 600,7	6 466,2	(134,5)	(2,0)
Santé	119,0	100,0	100,0	—	—
Fournitures, services et matériel divers	9 428,4	11 467,6	12 133,7	666,1	5,8
<b>Total partiel II</b>	<b>47 954,3</b>	<b>46 765,6</b>	<b>44 317,1</b>	<b>(2 448,5)</b>	<b>(5,2)</b>
<b>Total</b>	<b>86 118,3</b>	<b>87 382,5</b>	<b>87 531,4</b>	<b>148,9</b>	<b>0,2</b>
Progiciel de gestion intégré	31 306,7	16 830,4	25 038,3	8 207,9	48,8
Sécurité des systèmes et des données informatiques	817,5	821,5	821,5	—	—
Dispositif de prestation de services centralisée	—	—	868,5	868,5	—
<b>Total général</b>	<b>118 242,5</b>	<b>105 034,4</b>	<b>114 259,7</b>	<b>9 225,3</b>	<b>8,8</b>

## Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	1 605,2	1 738,6	1 780,3	41,7	2,4
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	140,2	237,8	229,7	(8,1)	(3,4)
Consultants	34,1	77,0	77,0	—	—
Voyages	115,6	112,3	120,7	8,4	7,5
Installations et infrastructures	2,7	165,0	156,5	( 8,5)	(5,2)
Communications	234,9	292,7	293,3	0,6	0,2
Informatique	893,5	972,5	867,1	(105,4)	(10,8)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
Fournitures, services et matériel divers	9 023,4	10 862,0	11 374,6	512,6	4,7
<b>Total partiel II</b>	<b>10 444,4</b>	<b>12 719,3</b>	<b>13 118,9</b>	<b>399,6</b>	<b>3,1</b>
<b>Total</b>	<b>12 049,6</b>	<b>14 457,9</b>	<b>14 899,2</b>	<b>441,3</b>	<b>3,1</b>
Progiciel de gestion intégré	31 306,7	16 830,4	25 038,3	8 207,9	48,8
Dispositif de prestation de services centralisée	–	–	868,5	868,5	–
<b>Total général</b>	<b>43 356,3</b>	<b>31 288,3</b>	<b>40 806,0</b>	<b>9 517,7</b>	<b>30,4</b>

### Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	14 938,1	15 580,5	16 450,1	869,6	5,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 647,9	1 275,2	412,5	(862,7)	(67,7)
Consultants	1 108,2	1 519,0	150,0	(1 369,0)	(90,1)
Voyages	368,6	468,4	362,5	(105,9)	(22,6)
Installations et infrastructures	0,1	–	–	–	–
Transports terrestres	0,2	–	–	–	–
Communications	5,0	–	–	–	–
Informatique	547,3	582,3	539,0	(43,3)	(7,4)
Fournitures, services et matériel divers	108,7	239,0	167,0	(72,0)	(30,1)
<b>Total partiel II</b>	<b>4 786,0</b>	<b>4 083,9</b>	<b>1 631,0</b>	<b>(2 452,9)</b>	<b>(60,1)</b>
<b>Total</b>	<b>19 724,1</b>	<b>19 664,4</b>	<b>18 081,1</b>	<b>(1 583,3)</b>	<b>(8,1)</b>

**Bureau de la gestion des ressources humaines**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	7 043,1	6 470,1	7 405,9	935,8	14,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 306,6	823,7	175,9	(647,8)	(78,6)
Consultants	995,5	341,5	335,0	(6,5)	(1,9)
Voyages	122,2	133,8	132,3	(1,5)	(1,1)
Installations et infrastructures	49,1	—	—	—	—
Transports terrestres	0,2	—	—	—	—
Communications	44,0	—	—	—	—
Informatique	242,9	—	—	—	—
Santé	119,0	100,0	100,0	—	—
Fournitures, services et matériel divers	53,9	15,6	15,6	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>4 933,4</b>	<b>1 414,6</b>	<b>758,8</b>	<b>(655,8)</b>	<b>(46,4)</b>
<b>Total</b>	<b>11 976,5</b>	<b>7 884,7</b>	<b>8 164,7</b>	<b>280,0</b>	<b>3,6</b>

**Bureau des services centraux d'appui**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	12 086,8	12 882,7	13 220,5	337,8	2,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	312,9	242,3	236,6	(5,7)	(2,4)
Consultants	169,4	27,5	27,5	—	—
Voyages	479,5	544,6	544,6	—	—
Installations et infrastructures	21 792,0	21 150,7	21 490,5	339,8	1,6
Transports terrestres	0,1	—	—	—	—
Communications	130,7	—	—	—	—
Informatique	421,4	433,9	448,1	14,2	3,3
Fournitures, services et matériel divers	171,4	351,0	576,5	225,5	64,2
<b>Total partiel II</b>	<b>23 477,4</b>	<b>22 750,0</b>	<b>23 323,8</b>	<b>573,8</b>	<b>2,5</b>
<b>Total</b>	<b>35 564,2</b>	<b>35 632,7</b>	<b>36 544,3</b>	<b>911,6</b>	<b>2,6</b>

## Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16) (1)	Montant alloué (2016/17) (2)	Dépenses prévues (2017/18) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	2 490,8	3 945,0	4 357,5	412,5	10,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	567,9	878,4	565,1	(313,3)	(35,7)
Consultants	433,7	—	—	—	—
Voyages	181,4	276,3	276,4	0,1	—
Installations et infrastructures	526,6	—	—	—	—
Transports terrestres	1,0	—	—	—	—
Communications	70,5	31,1	31,1	—	—
Informatique	2 461,0	4 612,0	4 612,0	—	—
Fournitures, services et matériel divers	71,0	—	—	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>4 313,1</b>	<b>5 797,8</b>	<b>5 484,6</b>	<b>(313,2)</b>	<b>(5,4)</b>
<b>Total</b>	<b>6 803,9</b>	<b>9 742,8</b>	<b>9 842,1</b>	<b>99,3</b>	<b>1,0</b>
Sécurité des systèmes et des données informatiques	817,5	821,5	821,5	—	—
<b>Total général</b>	<b>7 621,4</b>	<b>10 564,3</b>	<b>10 663,6</b>	<b>99,3</b>	<b>0,9</b>

## Bureau des services de contrôle interne

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16) (1)	Montant alloué (2016/17) (2)	Dépenses prévues (2017/18) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	19 659,3	21 637,6	20 429,7	(1 207,9)	(5,6)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	6 546,3	6 973,8	6 519,2	(454,6)	(6,5)
Consultants	238,6	394,1	382,8	(11,3)	(2,9)
Voyages	919,1	960,8	960,8	—	—
Installations et infrastructures	94,0	318,6	400,6	82,0	25,7
Transports terrestres	0,3	—	—	—	—
Communications	40,2	191,2	80,0	(111,2)	(58,2)
Informatique	326,4	476,5	463,7	(12,8)	(2,7)
Santé	9,3	8,6	8,4	(0,2)	(2,3)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
Fournitures, services et matériel divers	243,3	127,7	211,0	83,3	65,2
<b>Total partiel II</b>	<b>8 417,5</b>	<b>9 451,3</b>	<b>9 026,5</b>	<b>(424,8)</b>	<b>(4,5)</b>
<b>Total</b>	<b>28 076,8</b>	<b>31 088,9</b>	<b>29 456,2</b>	<b>(1 632,7)</b>	<b>(5,3)</b>

## Cabinet du Secrétaire général

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	1 011,1	928,6	946,7	18,1	1,9
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	35,4	53,7	55,2	1,5	2,8
Installations et infrastructures	2,5	6,1	2,5	(3,6)	(59,0)
Communications	11,6	10,2	10,2	–	–
Informatique	19,2	17,0	20,6	3,6	21,2
<b>Total partiel II</b>	<b>68,7</b>	<b>87,0</b>	<b>88,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>
<b>Total</b>	<b>1 079,8</b>	<b>1 015,6</b>	<b>1 035,2</b>	<b>19,6</b>	<b>1,9</b>

## Administration de la justice

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) – (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	–	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Fournitures, services et matériel divers	3 274,1	2 687,7	2 670,0	(17,7)	(0,7)
<b>Total partiel II</b>	<b>3 274,1</b>	<b>2 687,7</b>	<b>2 670,0</b>	<b>(17,7)</b>	<b>(0,7)</b>
<b>Total</b>	<b>3 274,1</b>	<b>2 687,7</b>	<b>2 670,0</b>	<b>(17,7)</b>	<b>(0,7)</b>

## Bureau de l'aide juridique au personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	–	174,9	135,1	(39,8)	(22,8)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	144,5	–	–	–	–
Installations et infrastructures	0,5	0,5	0,5	–	–
Communications	0,4	0,4	0,4	–	–
Informatique	1,5	1,5	1,5	–	–
<b>Total partiel II</b>	<b>146,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Total</b>	<b>146,9</b>	<b>177,3</b>	<b>137,5</b>	<b>(39,8)</b>	<b>(22,4)</b>

## Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	1 557,7	1 623,6	1 632,9	9,3	0,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	197,6	328,0	130,4	66,0
Consultants	49,6	70,0	70,0	–	–
Voyages	149,5	151,3	151,3	–	–
Installations et infrastructures	1,7	9,9	9,9	–	–
Communications	1,9	15,6	15,6	–	–
Informatique	5,8	28,2	28,2	–	–
Fournitures, services et matériel divers	10,3	9,8	9,8	–	–
<b>Total partiel II</b>	<b>218,8</b>	<b>482,4</b>	<b>612,8</b>	<b>130,4</b>	<b>27,0</b>
<b>Total</b>	<b>1 776,5</b>	<b>2 106,0</b>	<b>2 245,7</b>	<b>139,7</b>	<b>6,6</b>

## Bureau de la déontologie

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	341,5	494,1	505,0	10,9	2,2
II. Autres objets de dépense					
Consultants	519,9	577,0	507,0	(70,0)	(12,1)
Voyages	58,6	58,1	57,8	(0,3)	(0,5)
Installations et infrastructures	0,2	1,5	1,5	—	—
Communications	—	13,7	13,7	—	—
Informatique	17,7	6,7	6,7	—	—
Fournitures, services et matériel divers	5,8	—	—	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>602,2</b>	<b>657,0</b>	<b>586,7</b>	<b>(70,3)</b>	<b>(10,7)</b>
<b>Total</b>	<b>943,7</b>	<b>1 151,1</b>	<b>1 091,7</b>	<b>(59,4)</b>	<b>(5,2)</b>

## Bureau des affaires juridiques

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	3 356,7	3 503,7	3 665,2	161,5	4,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	16,0	55,4	56,3	0,9	1,6
Consultants	—	55,3	55,3	—	—
Voyages	33,1	31,9	31,9	—	—
Installations et infrastructures	6,2	15,2	17,8	2,6	17,1
Communications	12,6	23,7	21,1	(2,6)	(11,0)
Informatique	103,7	98,1	98,1	—	—
Fournitures, services et matériel divers	58,3	3,8	3,8	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>229,9</b>	<b>283,4</b>	<b>284,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>
<b>Total</b>	<b>3 586,6</b>	<b>3 787,1</b>	<b>3 949,5</b>	<b>162,4</b>	<b>4,3</b>

## Département de l'information

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	613,2	625,5	643,3	17,8	2,8
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	32,0	33,1	1,1	3,4
Consultants	—	10,6	10,8	0,2	1,9
Voyages	37,5	57,2	56,6	(0,6)	(1,0)
Installations et infrastructures	2,0	2,0	2,0	—	—
Communications	7,2	7,2	7,2	—	—
Informatique	37,0	37,0	37,0	—	—
Fournitures, services et matériel divers	—	1,0	1,0	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>83,7</b>	<b>147,0</b>	<b>147,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>
<b>Total</b>	<b>696,9</b>	<b>772,5</b>	<b>791,0</b>	<b>18,5</b>	<b>2,4</b>

## Département de la sûreté et de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	2 559,2	2 874,4	2 950,2	75,8	2,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	241,2	244,5	3,3	1,4
Voyages	789,4	763,0	763,0	—	—
Installations et infrastructures	0,3	10,0	10,0	—	—
Communications	16,5	36,7	36,2	(0,5)	(1,4)
Informatique	47,4	54,6	55,7	1,1	2,0
Fournitures, services et matériel divers	31,4	5,0	5,0	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>885,0</b>	<b>1 110,5</b>	<b>1 114,4</b>	<b>3,9</b>	<b>0,4</b>
<b>Total</b>	<b>3 444,2</b>	<b>3 984,9</b>	<b>4 064,6</b>	<b>79,7</b>	<b>2,0</b>

## Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	—	197,0	201,1	4,1	2,1
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	450,3	222,6	206,0	(16,6)	(7,5)
Installations et infrastructures	1,0	1,0	1,0	—	—
Communications	3,2	2,7	2,7	—	—
Informatique	3,4	3,5	4,3	0,8	22,9
<b>Total partiel II</b>	<b>457,9</b>	<b>229,8</b>	<b>214,0</b>	<b>(15,8)</b>	<b>(6,9)</b>
<b>Total</b>	<b>457,9</b>	<b>426,8</b>	<b>415,1</b>	<b>(11,7)</b>	<b>(2,7)</b>

## Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2015/16)	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4) ÷ (2)
I. Postes	1 216,9	1 501,6	1 476,2	(25,4)	(1,7)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	72,0	369,1	634,4	265,3	71,9
Voyages	133,0	238,6	238,6	—	—
Installations et infrastructures	0,7	110,3	21,4	(88,9)	(80,6)
Communications	7,8	20,4	35,3	14,9	73,0
Informatique	9,4	71,6	60,7	(10,9)	(15,2)
Fournitures, services et matériel divers	—	14,0	—	(14,0)	(100,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>222,9</b>	<b>824,0</b>	<b>990,4</b>	<b>166,4</b>	<b>20,2</b>
<b>Total</b>	<b>1 439,8</b>	<b>2 325,6</b>	<b>2 466,6</b>	<b>141,0</b>	<b>6,1</b>

## Annexe II

### Suppressions de postes proposées et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018

(Les propositions du Secrétaire général figurent dans le document publié sous la cote A/71/806.)

	Nombre de postes	Classe	Titre ou fonction	Modification	Reconduction : nombre d'années
<b>Département des opérations de maintien de la paix</b>					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Équipe des collaborateurs directs du Chef de cabinet	1	P-4	Spécialiste de la résilience des organisations	Transformation	> 5
	1	G(AC)	Assistant administratif (résilience des organisations)	Transformation	> 5
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité					
Service des questions judiciaires et pénitentiaires	1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Transformation	> 5
Division de la police	1	P-3	Spécialiste de la problématique hommes-femmes dans la police	Création	
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				
Division des politiques, de l'évaluation et de la formation					
Service intégré de formation	1	P-3	Instructeur militaire (en détachement)	Création	
<b>Total partiel</b>	<b>1</b>				
<b>Total partiel (Département des opérations de maintien de la paix)</b>	<b>5</b>				
<b>Département de l'appui aux missions</b>					
Division du budget et des finances des missions					
Service des budgets et des rapports sur leur exécution	(2)	G(AC)	Assistant (budget et finances)	Suppression	
<b>Total partiel (Département de l'appui aux missions)</b>	<b>(2)</b>				
<b>Département de la gestion</b>					
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité					
Division du financement des opérations de maintien de la paix	1	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Transformation	> 5
Division de la comptabilité	1	P-4	Comptable (conventions comptables)	Création	

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
	1	P-4	Comptable (comptabilité des biens)	Création	
	1	P-3	Spécialiste de la gestion du matériel	Création	
<b>Total partiel</b>	<b>4</b>				
Bureau de la gestion des ressources humaines					
Service des politiques en matière de ressources humaines	1	P-2	Juriste adjoint de 1 <sup>re</sup> classe	Transformation	> 5
Division du perfectionnement, de la valorisation et de l'administration des ressources humaines	1	P-3	Spécialiste des ressources humaines (gestion de la performance)	Transformation	> 5
Division de la planification stratégique, du recrutement et des affectations	1	P-4	Chef de projet (entrepôt de données)	Transformation	> 5
	1	P-3	Spécialiste des ressources humaines (mobilité)	Transformation	> 5
	1	G(AC)	Assistant chargé des ressources humaines (mobilité)	Transformation	> 5
<b>Total partiel</b>	<b>5</b>				
Bureau de l'informatique et des communications					
Pôle applications de Bangkok (bureau de Bangkok)	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (système de gestion des carburants)	Transformation	5
Pôle applications de Bangkok (bureau de New York)	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (module électronique de gestion du matériel appartenant aux contingents)	Transformation	> 5
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				
<b>Total partiel (Département de la gestion)</b>	<b>11</b>				
<b>Bureau des services de contrôle interne</b>					
Division de l'audit interne					
ONUCI	(1)	P-3	Auditeur résident	Transformation	
	(1)	P-5	Chef des auditeurs résidents	Suppression	
	(1)	SM	Assistant d'audit	Suppression	
	(1)	GN	Assistant administratif	Suppression	
MINUL	(1)	SM	Assistant d'audit	Suppression	
<b>Total partiel (Bureau des services de contrôle interne)</b>	<b>(5)</b>				
<b>Total</b>	<b>9</b>				

## **Annexe III**

### **Restructuration, transferts, réaffectations et reclassements de postes relevant du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018**

(Les propositions du Secrétaire général figurent dans le document publié sous la cote A/71/806)

#### **Restructuration**

##### **Département des opérations de maintien de la paix**

###### **Bureau des opérations**

###### *Division de l'Afrique I*

Transfert des ressources de la FISNUA entre l'Équipe opérationnelle intégrée pour la MINUSS et la FISNUA et l'Équipe opérationnelle intégrée pour la MINUAD

Changement du nom de l'Équipe opérationnelle intégrée pour la MINUSS et la FISNUA en « Équipe opérationnelle intégrée pour le Soudan du Sud » et de l'Équipe opérationnelle intégrée pour la MINUAD en « Équipe opérationnelle intégrée pour le Soudan »

###### *Division de l'Afrique II*

Transfert des ressources de la MINUSCA entre l'Équipe opérationnelle intégrée pour les Grands Lacs et la nouvelle Équipe opérationnelle intégrée pour l'Afrique Centrale

Association de l'Équipe opérationnelle intégrée pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Équipe opérationnelle intégrée pour le Mali dans le cadre de la nouvelle Équipe opérationnelle intégrée pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

##### **Département de l'appui aux missions**

###### **Bureau du Secrétaire général adjoint**

Création de la Section de l'environnement

###### **Division du soutien logistique**

Réorganisation de la Division du soutien logistique sur la base d'une approche « de bout en bout » de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, en vue d'améliorer la fourniture de l'appui aux missions

#### **Transferts**

##### **Département des opérations de maintien de la paix**

###### **Bureau des opérations**

###### *Division Asie, Moyen-Orient, Europe et Amérique latine*

Transfert d'un poste (1 assistant d'équipe [G(AC)]) de la Division Afrique II (équipe pour l'Afrique de l'Ouest)

## **Département de l'appui aux missions**

### **Bureau du Secrétaire général adjoint**

#### *Section de l'environnement*

Transfert de 4 postes (un spécialiste hors classe des questions d'environnement (P-5), un spécialiste des questions d'environnement (gestion des déchets) (P-4), un spécialiste des questions d'environnement (P-3), un assistant (programmes) [G(AC)]) de la Division du soutien logistique

### **Bureau des services de contrôle interne**

#### **Bureaux des auditeurs résidents de la MINUSCA, la MINUSMA et du BANUS**

Transfert de 3 postes d'auditeur résident (P-4) d'Entebbe respectivement au Bureau de l'auditeur résident de la MINUSCA, la MINUSMA et du BANUS

## **Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

### **Section de l'appui aux missions de paix (New York)**

Transfert de deux postes de spécialiste des droits de l'homme (2 P-4) du Service de l'Afrique de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique (Genève)

### **Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (New York)**

Transfert d'un poste de spécialiste des droits de l'homme (1 P-4) de la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (Genève)

## **Réaffectations**

### **Bureau des services de contrôle interne**

#### **Division de l'inspection et de l'évaluation de la Division du Bureau régional d'inspection et d'évaluation d'Entebbe**

Réaffectation d'un poste d'auditeur résident (P-4) du Bureau de l'auditeur résident de l'ONUCI en poste de spécialiste de l'évaluation (P-4)

Réaffectation de deux postes [1 poste de chef des auditeurs résidents (P-5) en poste de spécialiste de l'évaluation (P-4) et 1 poste d'auditeur résident (P-3) en poste de spécialiste de l'évaluation (P-3)] du Bureau de l'auditeur résident de la MINUL

#### **Division des investigations du Bureau de l'investigateur résident de la MONUSCO**

Réaffectation d'un poste d'auditeur résident (P-3) du Bureau de l'auditeur résident de l'ONUCI en un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'enquêteur résident (P-3)

## **Reclassement ou déclassement**

### **Bureau des services de contrôle interne**

#### **Service administratif**

Reclassement d'un poste de spécialiste des finances et du budget (P-3) en poste de fonctionnaire d'administration (P-4)

#### **Bureau de l'auditeur résident d'Entebbe**

Reclassement d'un poste d'assistant d'audit (SM) en poste d'assistant administratif (GN)

## Annexe IV

**Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer  
au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien  
de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin  
2018**

(Les propositions du Secrétaire général figurent dans le document publié sous la cote A/71/806.)

	Nombre d'emplois de temporaire	Classe	Titre ou fonction	Modification	Reconduction : nombre d'années
<b>Département des opérations de maintien de la paix</b>					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Service administratif	1	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Reconduction	2
	3 mois, 1	P-4	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
	2 mois, 1	P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
	2 mois, 1	G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
<b>Total partiel</b>	<b>1</b>				
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité					
Bureau du Sous-Secrétaire général	1	P-4	Spécialiste des questions relatives à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité (MINUSCA)	Reconduction	3
Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration	1	P-4	Spécialiste des politiques et de la planification (MINUSCA)	Reconduction	3
Division de la police	1	P-4	Spécialiste de la police (MINUSCA)	Reconduction	3
	1	P-4	Chargé de liaison (police)	Création	
Service des questions judiciaires et pénitentiaires	1	P-3	Spécialiste des questions d'état de droit	Création	
<b>Total partiel</b>	<b>5</b>				
<b>Total partiel (Département des opérations de maintien de la paix)</b>	<b>6</b>				
<b>Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine</b>					
Section de l'appui administratif	3 mois, 1	P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
	3 mois, 1	NGS	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
<b>Total partiel (Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine)</b>	<b>—</b>				

	Nombre d'emplois de temporaire	Classe	Titre ou fonction	Modification	Reconduction : nombre d'années
<b>Département de l'appui aux missions</b>					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Équipe d'appui opérationnel	1	P-4	Spécialiste de la planification (MINUSCA)	Reconduction	3
Groupe déontologie et discipline	1	P-4	Spécialiste de la déontologie	Reconduction	2
	1	P-3	Administrateur de programmes	Création	
Section de l'application des recommandations d'audit et des commissions d'enquête	1	P-3 (6 mois)	Spécialiste de l'examen des opérations	Création	
Section des nominations aux postes de haute direction	1	P-3 (3 mois)	Administrateur de programmes	Création	
<b>Total partiel</b>	<b>3</b>				
Division du budget et des finances des missions					
Section de la gestion des mémorandums d'accord et des demandes de remboursement	1	P-3	Fonctionnaire des finances (MINUSCA)	Reconduction	3
Section de la politique de remboursement et de la liaison	1	G(AC)	Assistant administratif	Reconduction	4
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				
Division du personnel des missions					
Service du soutien spécialisé au personnel des missions	12	P-3	Spécialiste des ressources humaines (responsable de groupe professionnel)	Reconduction	> 5
	4	G(AC)	Assistant chargé des ressources humaines (responsable de groupe professionnel)	Reconduction	> 5
Section Afrique de l'Est et Afrique centrale	1	P-4	Spécialiste des ressources humaines (MINUSCA)	Reconduction	3
<b>Total partiel</b>	<b>17</b>				
<b>Total partiel (Département de l'appui aux missions)</b>	<b>22</b>				
<b>Département de la gestion</b>					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Service administratif	3 mois, 1	P-4	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
	3 mois, 1	G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
Groupe du contrôle hiérarchique	1	P-3	Juriste	Reconduction	4
<b>Total partiel</b>	<b>1</b>				
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité					
Division du financement des opérations de maintien de la paix	1	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Reconduction	> 5
Division de la comptabilité	1	P-4	Fonctionnaire des finances (MINUSCA)	Reconduction	3

	Nombre d'emplois de temporaire	Classe	Titre ou fonction	Modification	Reconduction : nombre d'années
	1	G(AC)	Assistant [finances (assurances)]	Reconduction	> 5
<b>Total partiel</b>	<b>3</b>				
Bureau de la gestion des ressources humaines					
Division des services médicaux	1	P-4	Médecin (qualité et sécurité des soins médicaux)	Reconduction	1
<b>Total partiel</b>	<b>1</b>				
Bureau des services centraux d'appui					
Division des achats	1	P-3	Fonctionnaire chargé des achats (ingénieur) (MINUSCA)	Reconduction	3
	1	G(AC)	Assistant aux achats	Reconduction	> 5
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>				
Bureau de l'informatique et des communications					
Pôle applications de Bangkok (bureau de Bangkok)	1	P-4	Chef de projet (système de gestion des rations)	Reconduction	3
Pôle applications de New York	1	P-4	Chef de projet (Umoja-Intégration)	Reconduction	> 5
	1	P-3	Analyste des systèmes de gestion (Inspira)	Reconduction	5
	1	G(AC)	Technicien du service d'assistance Umoja-Inspira	Reconduction	> 5
<b>Total partiel</b>	<b>4</b>				
<b>Total partiel (Département de la gestion)</b>	<b>11</b>				
<b>Bureau des services de contrôle interne</b>					
Service administratif	2	P-3 (2 mois)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
	3	G(AC) 2 mois	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
<b>Total partiel</b>	<b>—</b>				
Division des investigations					
Vienne	1	D-1	Directeur adjoint	Reconduction	> 5
	1	P-5	Investigateur hors classe	Reconduction	> 5
	2	P-4	Investigateur	Reconduction	> 5
	1	P-4	Enquêteur médico-légal	Reconduction	> 5
	5	P-3	Investigateur	Reconduction	> 5
	1	G(1°C)	Assistant aux investigations	Reconduction	> 5
	1	G(AC)	Assistant aux investigations	Reconduction	> 5
Entebbe	1	P-4	Investigateur résident (réaffecté de la MINUL)	Reconduction	> 5
	3	P-3	Investigateur	Reconduction	> 5
	1	GN	Assistant administratif	Reconduction	4
Nairobi	1	P-4	Enquêteur médico-légal	Reconduction	> 5

	Nombre d'emplois de temporaire	Classe	Titre ou fonction	Modification	Reconduction : nombre d'années
MINUL	1	P-3	Investigateur	Reconduction	5
MINUL	1	P-5	Investigateur résident en chef	Reconduction	4
MINUSS	2	P-3	Investigateur résident	Reconduction	> 5
MINUSMA	1	GN	Assistant administratif	Reconduction	4
MINUSMA	1	P-5	Investigateur résident en chef	Reconduction	4
MINUSMA	1	P-4	Investigateur résident	Reconduction	> 5
MINUSMA	2	P-3	Investigateur résident	Reconduction	> 5
MINUSMA	1	P-3	Investigateur	Reconduction	3
MINUSCA	1	GN	Assistant administratif	Reconduction	4
MINUSCA	1	P-3	Investigateur résident	Reconduction	3
MINUSCA	2	P-3	Investigateur résident (réaffecté de la MINUL)	Reconduction	> 5
MINUSCA	1	GN	Assistant administratif (réaffecté de la MINUL)	Reconduction	> 5
MONUSCO	1	P-3	Investigateur résident (réaffecté du Bureau de l'auditeur résident de l'ONUCI)	Conversion	
<b>Total partiel</b>	<b>34</b>				
Division de l'audit interne					
MINUSMA	3	P-4	Auditeur résident	Reconduction	4
MINUSMA	2	P-3	Auditeur résident	Reconduction	4
MINUSCA	3	P-4	Auditeur résident	Reconduction	3
MINUSCA	2	P-3	Auditeur résident	Reconduction	3
<b>Total partiel</b>	<b>10</b>				
<b>Total partiel (Bureau des services de contrôle interne)</b>	<b>44</b>				
Cabinet du Secrétaire général	2	G(AC) (3 mois)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
<b>Total partiel (Cabinet du Secrétaire général)</b>	<b>–</b>				
<b>Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies</b>					
Bureau de l'ombudsman régional à Entebbe	2	P-4	Spécialiste du règlement des différends	Reconduction	1
<b>Total partiel (Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies)</b>	<b>2</b>				
<b>Bureau des affaires juridiques</b>					
Division des questions juridiques générales					
Groupe de l'administration de la justice	1	P-4 (3 mois)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
<b>Total partiel (Bureau des affaires juridiques)</b>	<b>–</b>				

	Nombre d'emplois de temporaire	Classe	Titre ou fonction	Modification	Reconduction : nombre d'années
Département de l'information	1 P-3 (1,5 mois)		Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
	1 GS (OL) (1,5 mois)		Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	
<b>Total partiel (Département de l'information)</b>	–				
<b>Département de la sûreté et de la sécurité</b>					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Équipe du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	1 P-5 (6 mois)		Administrateur de projet hors classe	Reconduction	1
	1 P-4 (6 mois)		Chargé de projet	Reconduction	1
<b>Total partiel (Département de la sûreté et de la sécurité)</b>	–				
Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1 P-5		Fonctionnaire d'administration hors classe	Reconduction	2
<b>Total partiel (Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires)</b>	1				
<b>Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme</b>					
Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique					
Section de l'appui aux missions de paix (New York)	1 P-4 (3 mois)		Remplacement de fonctionnaires en congé	Création	
	1 P-4		Spécialiste de la planification des ressources humaines	Reconduction	2
Section de l'appui aux missions de paix (Addis-Abeba)	1 P-3		Spécialiste des droits de l'homme	Reconduction	1
Division de la recherche et du droit au développement					
Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (New York)	1 P-4		Spécialiste des droits de l'homme	Création	
Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (Genève)	1 P-3		Spécialiste des droits de l'homme	Reconduction	1
<b>Total partiel (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme)</b>	4				
<b>Total (pour 12 mois)</b>	90				
<b>Total (mois-personne)</b>	65				

	<i>Nombre d'emplois de temporaire</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
<b>Emplois de temporaire (autre que pour les réunions) qu'il est proposé de ne pas reconduire</b>					
Département des opérations de maintien de la paix					
Bureau des opérations					
Division de l'Afrique II	(1)	P-4	Spécialiste des affaires électorales		
	(1)	G(AC)	Assistant administratif		
Département de la gestion					
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité					
Bureau du Contrôleur	(1)	P-4	Responsable de la gestion des changements liés aux normes IPSAS		
	(1)	P-4	Spécialiste des normes IPSAS		
	(2)	P-3	Spécialiste des normes IPSAS		
<b>Total</b>	<b>(6)</b>				

## Annexe V

**Montants effectivement dépensés au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, au 28 février 2017)**

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
<b>Compte d'appui : total</b>				
I. Postes	221 561,4	145 771,9	75 789,5	34,2
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	16 272,5	13 695,9	2 576,6	15,8
Consultants	5 092,2	3 523,2	1 569,0	30,8
Voyages	10 152,7	5 678,2	4 474,5	44,1
Installations et infrastructures	22 519,4	20 257,0	2 262,4	10,0
Transports terrestres	80,3	35,2	45,1	56,2
Transports aériens	—	8,4	(8,4)	—
Communications	2 714,2	1 382,4	1 331,8	49,1
Informatique	14 937,3	10 149,1	4 788,2	32,1
Santé	143,1	31,4	111,7	78,1
Fournitures, services et matériel divers	16 255,3	6 265,7	9 989,6	61,5
<b>Total partiel II</b>	<b>88 167,0</b>	<b>61 026,5</b>	<b>27 140,5</b>	<b>30,8</b>
<b>Total</b>	<b>309 728,4</b>	<b>206 798,4</b>	<b>102 930,0</b>	<b>33,2</b>
Progiciel de gestion intégré	16 830,4	16 830,4	—	—
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,5	244,2	577,3	70,3
<b>Total (compte d'appui)</b>	<b>327 380,3</b>	<b>223 873,0</b>	<b>103 507,3</b>	<b>31,6</b>
<b>Département des opérations de maintien de la paix</b>				
I. Postes	78 117,6	53 674,9	24 442,7	31,3
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 599,0	1 440,0	159,0	9,9
Consultants	357,2	196,4	160,8	45,0
Voyages	4 288,1	2 567,5	1 720,6	40,1
Installations et infrastructures	692,6	135,0	557,6	80,5
Transports aériens	—	8,2	(8,2)	—
Communications	1 780,5	1 012,3	768,2	43,1
Informatique	7 388,5	6 012,5	1 376,0	18,6
Fournitures, services et matériel divers	532,8	328,0	204,8	38,4
<b>Total partiel II</b>	<b>16 638,7</b>	<b>11 699,9</b>	<b>4 938,8</b>	<b>29,7</b>
<b>Total (Département des opérations de maintien de la paix)</b>	<b>94 756,3</b>	<b>65 374,8</b>	<b>29 381,5</b>	<b>31,0</b>

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
<b>Bureau du Secrétaire général adjoint</b>				
I. Postes	11 756,9	7 955,5	3 801,4	32,3
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	568,2	710,4	(142,2)	(25,0)
Consultants	—	3,3	(3,3)	—
Voyages	559,5	194,0	365,5	65,3
Installations et infrastructures	692,6	98,7	593,9	85,7
Transports aériens	—	7,0	(7,0)	—
Communications	1 617,7	987,1	630,6	39,0
Informatique	7 388,5	6 004,3	1 384,2	18,7
Fournitures, services et matériel divers	35,1	90,9	(55,8)	(159,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>10 861,6</b>	<b>8 095,7</b>	<b>2 765,9</b>	<b>25,5</b>
<b>Total (Bureau du Secrétaire général adjoint)</b>	<b>22 618,5</b>	<b>16 051,2</b>	<b>6 567,3</b>	<b>29,0</b>
<b>Bureau des opérations</b>				
I. Postes	12 746,9	8 112,5	4 634,4	36,4
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	275,6	195,5	80,1	29,1
Voyages	746,2	523,4	222,8	29,9
Fournitures, services et matériel divers	—	5,0	(5,0)	—
<b>Total partiel II</b>	<b>1 021,8</b>	<b>723,9</b>	<b>297,9</b>	<b>29,2</b>
<b>Total (Bureau des opérations)</b>	<b>13 768,7</b>	<b>8 836,4</b>	<b>4 932,3</b>	<b>35,8</b>
<b>Bureau des affaires militaires</b>				
I. Postes	23 889,7	17 533,5	6 356,2	26,6
II. Autres objets de dépense				
Voyages	634,6	230,6	404,0	63,7
<b>Total partiel II</b>	<b>634,6</b>	<b>230,6</b>	<b>404,0</b>	<b>63,7</b>
<b>Total (Bureau des affaires militaires)</b>	<b>24 524,3</b>	<b>17 764,1</b>	<b>6 760,2</b>	<b>27,6</b>
<b>Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité</b>				
I. Postes	18 430,1	12 459,9	5 970,2	32,4
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	755,2	534,1	221,1	29,3
Voyages	762,3	548,5	213,8	28,0
Installations et infrastructures	—	1,4	(1,4)	—
Communications	23,1	1,0	22,1	95,7
Informatique	—	1,1	(1,1)	—

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Fournitures, services et matériel divers	—	8,3	(8,3)	—
<b>Total partiel II</b>	<b>1 540,6</b>	<b>1 094,4</b>	<b>446,2</b>	<b>29,0</b>
<b>Total (Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité)</b>	<b>19 970,7</b>	<b>13 554,3</b>	<b>6 416,4</b>	<b>32,1</b>
<b>Division des politiques, de l'évaluation et de la formation</b>				
I. Postes	11 294,0	7 613,5	3 680,5	32,6
II. Autres objets de dépense				
Consultants	357,2	193,1	164,1	45,9
Voyages	1 585,5	1 071,0	514,5	32,5
Installations et infrastructures	—	34,9	(34,9)	—
Transports aériens	—	1,2	(1,2)	—
Communications	139,7	24,2	115,5	82,7
Informatique	—	7,1	(7,1)	—
Fournitures, services et matériel divers	497,7	223,8	273,9	55,0
<b>Total partiel II</b>	<b>2 580,1</b>	<b>1 555,3</b>	<b>1 024,8</b>	<b>39,7</b>
<b>Total (Division des politiques, de l'évaluation et de la formation)</b>	<b>13 874,1</b>	<b>9 168,8</b>	<b>4 705,3</b>	<b>33,9</b>
<b>Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine</b>				
I. Postes	6 172,4	3 847,9	2 324,5	37,7
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	48,8	85,2	(36,4)	(74,6)
Voyages	305,6	103,9	201,7	66,0
Installations et infrastructures	36,0	31,6	4,4	12,2
Transports terrestres	80,3	34,6	45,7	56,9
Communications	288,1	143,2	144,9	50,3
Informatique	153,4	100,9	52,5	34,2
Santé	34,5	—	34,5	100,0
Fournitures, services et matériel divers	41,3	42,2	(0,9)	(2,2)
<b>Total partiel II</b>	<b>988,0</b>	<b>541,6</b>	<b>446,4</b>	<b>45,2</b>
<b>Total (Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine)</b>	<b>7 160,4</b>	<b>4 389,5</b>	<b>2 770,9</b>	<b>38,7</b>
<b>Département de l'appui aux missions</b>				
I. Postes	63 093,5	41 603,5	21 490,0	34,1
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 021,9	4 171,9	(1 150,0)	(38,1)
Consultants	1 663,0	787,9	875,1	52,6
Voyages	1 762,7	764,3	998,4	56,6

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Installations et infrastructures	–	0,8	(0,8)	–
Informatique	–	436,6	(436,6)	–
Fournitures, services et matériel divers	1 364,6	120,9	1 243,7	91,1
<b>Total partiel II</b>	<b>7 812,2</b>	<b>6 282,4</b>	<b>1 529,8</b>	<b>19,6</b>
<b>Total (Département de l'appui aux missions)</b>	<b>70 905,7</b>	<b>47 885,9</b>	<b>23 019,8</b>	<b>32,5</b>
<b>Bureau du Secrétaire général adjoint</b>				
I. Postes	11 262,5	7 299,1	3 963,4	35,2
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	377,6	197,7	179,9	47,6
Consultants	84,0	–	84,0	100,0
Voyages	397,0	126,3	270,7	68,2
<b>Total partiel II</b>	<b>858,6</b>	<b>324,0</b>	<b>534,6</b>	<b>62,3</b>
<b>Total (Bureau du Secrétaire général adjoint)</b>	<b>12 121,1</b>	<b>7 623,1</b>	<b>4 498,0</b>	<b>37,1</b>
<b>Division du budget et des finances des missions</b>				
I. Postes	11 355,5	7 147,2	4 208,3	37,1
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	242,3	165,8	76,5	31,6
Voyages	632,0	212,3	419,7	66,4
Installations et infrastructures	–	0,8	(0,8)	–
Fournitures, services et matériel divers	1 354,6	117,4	1 237,2	91,3
<b>Total partiel II</b>	<b>2 228,9</b>	<b>496,3</b>	<b>1 732,6</b>	<b>77,7</b>
<b>Total (Division du budget et des finances des missions)</b>	<b>13 584,4</b>	<b>7 643,5</b>	<b>5 940,9</b>	<b>43,7</b>
<b>Division du personnel des missions</b>				
I. Postes	15 039,5	10 196,6	4 842,9	32,2
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 402,0	2 840,5	(438,5)	(18,3)
Consultants	79,0	20,1	58,9	74,6
Voyages	166,2	84,2	82,0	49,3
Fournitures, services et matériel divers	10,0	0,4	9,6	96,0
<b>Total partiel II</b>	<b>2 657,2</b>	<b>2 945,2</b>	<b>(288,0)</b>	<b>(10,8)</b>
<b>Total (Division du personnel des missions)</b>	<b>17 696,7</b>	<b>13 141,8</b>	<b>4 554,9</b>	<b>25,7</b>
<b>Division du soutien logistique</b>				
I. Postes	20 147,0	13 232,4	6 914,6	34,3
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	700,8	(700,8)	–

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) – (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Consultants	1 500,0	767,8	732,2	48,8
Voyages	360,4	145,4	215,0	59,7
Informatique	–	436,6	(436,6)	–
Fournitures, services et matériel divers	–	3,1	(3,1)	–
<b>Total partiel II</b>	<b>1 860,4</b>	<b>2 053,7</b>	<b>(193,3)</b>	<b>(10,4)</b>
<b>Total (Division du soutien logistique)</b>	<b>22 007,4</b>	<b>15 286,1</b>	<b>6 721,3</b>	<b>30,5</b>
<b>Division de l'informatique et des communications</b>				
I. Postes	5 289,0	3 728,2	1 560,8	29,5
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	267,1	(267,1)	–
Voyages	207,1	196,1	11,0	5,3
<b>Total partiel II</b>	<b>207,1</b>	<b>463,2</b>	<b>(256,1)</b>	<b>(123,7)</b>
<b>Total (Division de l'informatique et des communications)</b>	<b>5 496,1</b>	<b>4 191,4</b>	<b>1 304,7</b>	<b>23,7</b>
<b>Département de la gestion</b>				
I. Postes	40 616,9	25 724,0	14 892,9	36,7
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 457,4	2 744,6	712,8	20,6
Consultants	1 965,0	2 141,4	(176,4)	(9,0)
Voyages	1 535,4	989,4	546,0	35,6
Installations et infrastructures	21 315,7	20 008,0	1 307,7	6,1
Transports terrestres	–	0,6	(0,6)	–
Transports aériens	–	0,2	(0,2)	–
Communications	323,8	168,9	154,9	47,8
Informatique	6 600,7	3 364,3	3 236,4	49,0
Santé	100,0	14,6	85,4	85,4
Fournitures, services et matériel divers	11 467,6	5 627,5	5 840,1	50,9
<b>Total partiel II</b>	<b>46 765,6</b>	<b>35 059,5</b>	<b>11 706,1</b>	<b>25,0</b>
<b>Total</b>	<b>87 382,5</b>	<b>60 783,5</b>	<b>26 599,0</b>	<b>30,4</b>
Progiciel de gestion intégré	16 830,4	16 830,4	–	–
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,5	244,2	577,3	70,3
<b>Total (Département de la gestion)</b>	<b>105 034,4</b>	<b>77 858,1</b>	<b>27 176,3</b>	<b>25,9</b>
<b>Bureau du Secrétaire général adjoint</b>				
I. Postes	1 738,6	1 229,3	509,3	29,3
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	237,8	296,7	(58,9)	(24,8)
Consultants	77,0	0,1	76,9	99,9

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Voyages	112,3	482,3	(370,0)	(329,5)
Installations et infrastructures	165,0	18,9	146,1	88,5
Communications	292,7	119,8	172,9	59,1
Informatique	972,5	168,4	804,1	82,7
Fournitures, services et matériel divers	10 862,0	5 019,4	5 842,6	53,8
<b>Total partiel II</b>	<b>12 719,3</b>	<b>6 105,6</b>	<b>6 613,7</b>	<b>52,0</b>
<b>Total</b>	<b>14 457,9</b>	<b>7 334,9</b>	<b>7 123,0</b>	<b>49,3</b>
Progiciel de gestion intégré	16 830,4	16 830,4	—	—
<b>Total (Bureau du Secrétaire général adjoint)</b>	<b>31 288,3</b>	<b>24 165,3</b>	<b>7 123,0</b>	<b>22,8</b>
<b>Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité</b>				
I. Postes	15 580,5	9 778,2	5 802,3	37,2
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 275,2	1 172,4	102,8	8,1
Consultants	1 519,0	1 021,9	497,1	32,7
Voyages	468,4	75,7	392,7	83,8
Informatique	582,3	134,2	448,1	77,0
Fournitures, services et matériel divers	239,0	375,3	(136,3)	(57,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>4 083,9</b>	<b>2 779,5</b>	<b>1 304,4</b>	<b>31,9</b>
<b>Total (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité)</b>	<b>19 664,4</b>	<b>12 557,7</b>	<b>7 106,7</b>	<b>36,1</b>
<b>Bureau de la gestion des ressources humaines</b>				
I. Postes	6 470,1	4 161,8	2 308,3	35,7
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	823,7	556,0	267,7	32,5
Consultants	341,5	146,2	195,3	57,2
Voyages	133,8	6,2	127,6	95,4
Installations et infrastructures	—	3,4	(3,4)	—
Informatique	—	91,5	(91,5)	—
Santé	100,0	14,6	85,4	85,4
Fournitures, services et matériel divers	15,6	32,0	(16,4)	(105,1)
<b>Total partiel II</b>	<b>1 414,6</b>	<b>849,9</b>	<b>564,7</b>	<b>39,9</b>
<b>Total (Bureau de la gestion des ressources humaines)</b>	<b>7 884,7</b>	<b>5 011,7</b>	<b>2 873,0</b>	<b>36,4</b>
<b>Bureau des services centraux d'appui</b>				
I. Postes	12 882,7	8 067,0	4 815,7	37,4

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
<b>II. Autres objets de dépense</b>				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	242,3	49,3	193,0	79,7
Consultants	27,5	26,0	1,5	5,5
Voyages	544,6	267,5	277,1	50,9
Installations et infrastructures	21 150,7	19 757,9	1 392,8	6,6
Transports aériens	—	0,2	(0,2)	—
Communications	—	6,2	(6,2)	—
Informatique	433,9	33,5	400,4	92,3
Fournitures, services et matériel divers	351,0	45,1	305,9	87,2
<b>Total partiel II</b>	<b>22 750,0</b>	<b>20 185,7</b>	<b>2 564,3</b>	<b>11,3</b>
<b>Total (Bureau des services centraux d'appui)</b>	<b>35 632,7</b>	<b>28 252,7</b>	<b>7 380,0</b>	<b>20,7</b>
<b>Bureau de l'informatique et des communications</b>				
I. Postes	3 945,0	2 487,7	1 457,3	36,9
<b>II. Autres objets de dépense</b>				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	878,4	670,2	208,2	23,7
Consultants	—	947,2	(947,2)	—
Voyages	276,3	157,7	118,6	42,9
Installations et infrastructures	—	227,8	(227,8)	—
Transports terrestres	—	0,6	(0,6)	—
Communications	31,1	42,9	(11,8)	(37,9)
Informatique	4 612,0	2 936,7	1 675,3	36,3
Fournitures, services et matériel divers	—	155,7	(155,7)	—
<b>Total partiel II</b>	<b>5 797,8</b>	<b>5 138,8</b>	<b>659,0</b>	<b>11,4</b>
<b>Total</b>	<b>9 742,8</b>	<b>7 626,5</b>	<b>2 116,3</b>	<b>21,7</b>
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,5	244,2	577,3	70,3
<b>Total (Bureau de l'informatique et des communications)</b>	<b>10 564,3</b>	<b>7 870,7</b>	<b>2 693,6</b>	<b>25,5</b>
<b>Bureau des services de contrôle interne</b>				
I. Postes	21 637,6	13 400,0	8 237,6	38,1
<b>II. Autres objets de dépense</b>				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	6 973,8	4 513,9	2 459,9	35,3
Consultants	394,1	186,1	208,0	52,8
Voyages	960,8	628,7	332,1	34,6
Installations et infrastructures	318,6	74,5	244,1	76,6
Communications	191,2	38,5	152,7	79,9
Informatique	476,5	177,5	299,0	62,7
Santé	8,6	16,8	(8,2)	(95,3)

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Fournitures, services et matériel divers	127,7	70,0	57,7	45,2
<b>Total partiel II</b>	<b>9 451,3</b>	<b>5 706,0</b>	<b>3 745,3</b>	<b>39,6</b>
<b>Total (Bureau des services de contrôle interne)</b>	<b>31 088,9</b>	<b>19 106,0</b>	<b>11 982,9</b>	<b>38,5</b>
<b>Cabinet du Secrétaire général</b>				
I. Postes	928,6	703,5	225,1	24,2
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	53,7	—	53,7	100,0
Installations et infrastructures	6,1	6,1	—	—
Communications	10,2	—	10,2	100,0
Informatique	17,0	17,4	(0,4)	(2,4)
Fournitures, services et matériel divers	—	0,4	(0,4)	—
<b>Total partiel II</b>	<b>87,0</b>	<b>23,9</b>	<b>63,1</b>	<b>72,5</b>
<b>Total (Cabinet du Secrétaire général)</b>	<b>1 015,6</b>	<b>727,4</b>	<b>288,2</b>	<b>28,4</b>
<b>Administration de la justice</b>				
I. Postes	—	—	—	—
II. Autres objets de dépense				
Fournitures, services et matériel divers	2 687,7	—	2 687,7	100,0
<b>Total partiel II</b>	<b>2 687,7</b>	<b>—</b>	<b>2 687,7</b>	<b>100,0</b>
<b>Total (Administration de la justice)</b>	<b>2 687,7</b>	<b>—</b>	<b>2 687,7</b>	<b>100,0</b>
<b>Bureau de l'aide juridique au personnel</b>				
I. Postes	174,9	—	174,9	100,0
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	55,4	(55,4)	—
Installations et infrastructures	0,5	—	0,5	100,0
Communications	0,4	—	0,4	100,0
Informatique	1,5	—	1,5	100,0
<b>Total partiel II</b>	<b>2,4</b>	<b>55,4</b>	<b>(53,0)</b>	<b>(2 208,3)</b>
<b>Total (Bureau de l'aide juridique au personnel)</b>	<b>177,3</b>	<b>55,4</b>	<b>121,9</b>	<b>68,8</b>
<b>Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies</b>				
I. Postes	1 623,6	981,2	642,4	39,6
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	197,6	9,6	188,0	95,1
Consultants	70,0	26,6	43,4	62,0
Voyages	151,3	103,1	48,2	31,9
Installations et infrastructures	9,9	0,4	9,5	96,0

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Communications	15,6	7,6	8,0	51,3
Informatique	28,2	0,4	27,8	98,6
Fournitures, services et matériel divers	9,8	11,0	(1,2)	(12,2)
<b>Total partiel II</b>	<b>482,4</b>	<b>158,7</b>	<b>323,7</b>	<b>67,1</b>
<b>Total (Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies)</b>	<b>2 106,0</b>	<b>1 139,9</b>	<b>966,1</b>	<b>45,9</b>
<b>Bureau de la déontologie</b>				
I. Postes	494,1	323,7	170,4	34,5
II. Autres objets de dépense				
Consultants	577,0	184,8	392,2	68,0
Voyages	58,1	58,1	—	—
Installations et infrastructures	1,5	0,1	1,4	93,3
Communications	13,7	—	13,7	100,0
Informatique	6,7	4,9	1,8	26,9
Fournitures, services et matériel divers	—	6,2	(6,2)	—
<b>Total partiel II</b>	<b>657,0</b>	<b>254,1</b>	<b>402,9</b>	<b>61,3</b>
<b>Total (Bureau de la déontologie)</b>	<b>1 151,1</b>	<b>577,8</b>	<b>573,3</b>	<b>49,8</b>
<b>Bureau des affaires juridiques</b>				
I. Postes	3 503,7	2 414,6	1 089,1	31,1
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	55,4	4,0	51,4	92,8
Consultants	55,3	—	55,3	100,0
Voyages	31,9	—	31,9	100,0
Installations et infrastructures	15,2	0,1	15,1	99,3
Communications	23,7	3,6	20,1	84,8
Informatique	98,1	24,6	73,5	74,9
Fournitures, services et matériel divers	3,8	3,8	—	—
<b>Total partiel II</b>	<b>283,4</b>	<b>36,1</b>	<b>247,3</b>	<b>87,3</b>
<b>Total (Bureau des affaires juridiques)</b>	<b>3 787,1</b>	<b>2 450,7</b>	<b>1 336,4</b>	<b>35,3</b>
<b>Département de l'information</b>				
I. Postes	625,5	409,4	216,1	34,5
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	32,0	—	32,0	100,0
Consultants	10,6	—	10,6	100,0
Voyages	57,2	10,0	47,2	82,5
Installations et infrastructures	2,0	—	2,0	100,0
Communications	7,2	—	7,2	100,0

Catégorie de dépense	Du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 28 février 2017			
	Montant alloué	Dépenses	Variance	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3) ÷ (1)
Informatique	37,0	—	37,0	100,0
Fournitures, services et matériel divers	1,0	7,1	(6,1)	(610,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>147,0</b>	<b>17,1</b>	<b>129,9</b>	<b>88,4</b>
<b>Total (Département de l'information)</b>	<b>772,5</b>	<b>426,5</b>	<b>346,0</b>	<b>44,8</b>
<b>Département de la sûreté et de la sécurité</b>				
I. Postes	2 874,4	1 673,3	1 201,1	41,8
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	241,2	260,9	(19,7)	(8,2)
Voyages	763,0	308,7	454,3	59,5
Installations et infrastructures	10,0	0,4	9,6	96,0
Communications	36,7	6,3	30,4	82,8
Informatique	54,6	6,8	47,8	87,5
Fournitures, services et matériel divers	5,0	15,7	(10,7)	(214,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>1 110,5</b>	<b>598,8</b>	<b>511,7</b>	<b>46,1</b>
<b>Total (Département de la sûreté et de la sécurité)</b>	<b>3 984,9</b>	<b>2 272,1</b>	<b>1 712,8</b>	<b>43,0</b>
<b>Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</b>				
I. Postes	197,0	14,1	182,9	92,8
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	222,6	226,7	(4,1)	(1,8)
Installations et infrastructures	1,0	—	1,0	100,0
Communications	2,7	—	2,7	100,0
Informatique	3,5	—	3,5	100,0
<b>Total partiel II</b>	<b>229,8</b>	<b>226,7</b>	<b>3,1</b>	<b>1,3</b>
<b>Total (Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires)</b>	<b>426,8</b>	<b>240,8</b>	<b>186,0</b>	<b>43,6</b>
<b>Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme</b>				
I. Postes	1 501,6	1 001,8	499,8	33,3
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	369,1	183,7	185,4	50,2
Voyages	238,6	144,5	94,1	39,4
Installations et infrastructures	110,3	—	110,3	100,0
Communications	20,4	2,0	18,4	90,2
Informatique	71,6	3,2	68,4	95,5
Fournitures, services et matériel divers	14,0	32,9	(18,9)	(135,0)
<b>Total partiel II</b>	<b>824,0</b>	<b>366,3</b>	<b>457,7</b>	<b>55,5</b>
<b>Total (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme)</b>	<b>2 325,6</b>	<b>1 368,1</b>	<b>957,5</b>	<b>41,2</b>